

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune ordonne la mise en place d'un système efficace de contrôle du fichier nationale des chômeurs

P. 24

MESURES DE LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Réaménagement des horaires de confinement de 22h00 à 5h00 à compter d'aujourd'hui

P. 24

MAROC-ALGÉRIE

Le Maroc affichait une hostilité "implacable" envers l'Algérie bien avant les accords d'Abraham (expert)

P. 24

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Début du débat général à l'APN

Les députés de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) ont entamé hier le débat général du Plan d'Action du Gouvernement présenté dans la matinée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, lors d'une séance plénière, présidée par M. Ibrahim Boughali, président de l'Assemblée. Ce Plan est axé essentiellement sur l'engagement de réformes structurelles destinées à relancer l'économie nationale et moderniser le système bancaire et financier. Adopté le 30 août dernier par le Conseil des ministres, le Plan d'action est composé de cinq chapitres, à savoir la consolidation de l'Etat de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance et le renouvellement économiques, le développement humain et une politique sociale renforcée, une politique étrangère dynamique et proactive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la défense nationale.

P. 3

DKnews-APS



PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Vers l'ouverture de 30 nouvelles agences bancaires tous les ans (Premier ministre)

P. 6

RÉALISATION DES GRANDES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Transfert de tous les projets au ministère de l'Habitat (Conseil des ministres)

P. 4

ENTREPRISE DE TRANSPORTS URBAIN ET SUBURBAIN D'ALGER "ETUSA"

Ouverture d'une ligne Alger-nouvelle-ville de Bouinane (Blida)

P. 4

SANTÉ

PESTICIDES

Quels fruits et légumes sont les plus touchés ?

P. 12-13

F   T B A L L

LIGUE DES CHAMPIONS (tour préliminaire aller)

Le CRB et l'ESS ratent leur sortie

P. 21



PARUTION

"L'illusion de l'identité", premier essai de Malika Challal

P. 16

JJEL

Interpellation de l'auteur présumé du meurtre par balles de son épouse et ses deux filles

P. 8

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À NAAMA 13 morts et 7 blessés (nouveau bilan)



Le bilan de l'accident de la circulation survenu dimanche à Naama s'est alourdi pour atteindre 13 morts après le décès d'une personne parmi les huit blessés, a-t-on indiqué de source hospitalière.

Dans un précédent bilan, la protection civile avait annoncé dans un communiqué, la mort de 12 personnes dans un accident qui a causé des blessures graves à huit autres personnes.

L'accident a eu lieu à 14h30, suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs activant sur la ligne Sidi Bel Abbes-Boussemghoune (wilaya d'El-Bayadh), sur la route nationale (RN) 6, au lieu-dit Oued Khebaza (20 km au nord de la ville de Mecheria). Les services de la Protection civile ont mobilisé 34 agents et cinq officiers, ainsi que six ambulances et trois camions de secours pour transférer les victimes vers les services de la morgue et des urgences médico-chirurgicales de l'Établissement public hospitalier "Frères Chenafa" de Mecheria.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce drame.

TIARET Décès de deux enfants dans deux accidents distincts



Deux enfants âgés de 13 ans sont décédés dimanche à Tiaret dans deux accidents distincts, l'un suite à une chute du haut d'un immeuble et l'autre par noyade dans un étang, a-t-on appris auprès des services locaux de la protection civile.

Des agents de l'unité principale de la protection civile sont intervenus pour déposer, à la morgue de l'hôpital "Youcef Damerdjji", le corps de l'enfant, qui a fait une chute du haut d'un immeuble de cinq étages au niveau de la commune de Melakou, a-t-on indiqué.

La même unité est intervenue pour repêcher le corps d'un enfant, mort noyé dans un étang à Laamayem, dans la commune de Tagdemt, et le transférer à la morgue du même hôpital.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION EN ZONES URBAINES 2 morts et 97 blessés le week-end dernier

Deux personnes ont trouvé la mort et 97 autres ont été blessées dans 85 accidents corporels de la circulation survenus les 10 et 11 septembre (week-end) en zones urbaines, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Selon les données des services spécialisés de la sûreté nationale, ces accidents sont principalement dus au facteur humain. A cet effet, la DGSN renouvelle son appel aux usagers de la voie publique au respect du code de la route et à davantage de prudence et de vigilance lors de la conduite.

Elle met à la disposition des citoyens les numéros vert 1548 et de secours 17 joignables 24h/24 pour tout signalement, précise la même source.

BADR Lancement de l'activité de la finance islamique à Adrar et Ouargla



"L'offre de lancement propose à l'ensemble des segments de la clientèle de la banque, particuliers, professionnels et entreprises 14 produits conformes aux préceptes de la Chariaa islamique certifiées par le Haut Conseil Islamique (HCI)", fait savoir la banque Ces produits sont répartis en deux catégories.

La première catégorie concerne les produits d'épargne et de placement de fonds, à travers le compte chèque islamique (Istithmari), le compte courant islamique, le livret épargne islamique, Istithmari et istithmari Fellah ainsi que le livret épargne islamique Achbal.

La seconde catégorie concerne les produits de financement, à savoir, Mourabaha matériel roulant, Mourabaha exportation, Mourabaha travaux, Mourabaha Ghelatti, Mourabaha matière première, Mourabaha production agricole, Mourabaha équipement professionnel ainsi que Mourabaha marchés publics.

SAIDA Une mission médicale chinoise pour renforcer l'encadrement de l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant



L'encadrement de l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant "Hamdane Bakhta" de la ville de Saïda s'est renforcé par une mission médicale chinoise, a-t-on appris dimanche du directeur de cette structure sanitaire, Houari Zerrouki.

Cette mission médicale, installée jeudi dernier à l'établissement hospitalier spécialisée mère-enfant par le directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Benamara, est constituée de trois médecins spécialistes en gynécologie obstétrique, de deux spécialistes en anesthésie et réanimation et d'un interprète, a indiqué à l'APS Houari Zerrouki.

L'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant "Hamdane Bakhta" dispose d'un staff médical algérien composé de 6 médecins spécialistes en gynécologie obstétrique et de sept médecins spécialisés en anesthésie et réanimation.

ORAN Un mort et cinq blessés dans un accident de la route à Boufatis



Une fillette de 12 ans a trouvé la mort et cinq autres personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu dimanche au niveau de la commune de Boufatis dans la daïra de Oued Tlélat (wilaya d'Oran), a-t-on appris auprès de la protection civile.

Une collision entre un véhicule et un camion a causé la mort de la fillette sur le coup et a fait cinq blessés âgés entre 7 et 40 ans, a-t-on indiqué dans un communiqué.

Les agents de la protection civile ont déposé le corps de la victime à la morgue de l'hôpital d'El Moghoun et transféré les blessés au service des urgences du même établissement hospitalier, a-t-on ajouté.

ANNABA Réception de 100 concentrateurs d'oxygène au profit du secteur de la santé



La wilaya d'Annaba a réceptionné dimanche 100 équipements d'aide à la respiration (concentrateurs d'oxygène d'une capacité de 10 litres) acquis dans le cadre d'une opération de solidarité au profit des hôpitaux de la wilaya.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'une initiative de solidarité d'un groupe d'opérateurs économiques activant dans la wilaya, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Abdenaceur Daâmache, précisant que ces équipements sont destinés à l'amélioration de la prise en charge des malades de Covid-19.

Ces concentrateurs d'oxygène seront distribués au profit des différents hôpitaux de la wilaya d'Annaba, selon le même responsable qui a salué au cours de la cérémonie de remise des concentrateurs, les efforts déployés des différents acteurs de la société pour participer à la lutte contre cette pandémie et promouvoir la prise en charge des malades.

Les initiatives de solidarité se poursuivent au profit du secteur local de la santé, a-t-on indiqué faisant état de la réception prochaine de générateurs d'oxygène pour les hôpitaux de la wilaya.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Début du débat général à l'APN

Les députés de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) ont entamé lundi le débat général du Plan d'Action du Gouvernement présenté dans la matinée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, lors d'une séance plénière, présidée par M. Ibrahim Boughali, président de l'Assemblée.



Ce Plan est axé essentiellement sur l'engagement de réformes structurelles destinées à relancer l'économie nationale et moderniser le système bancaire et financier. Adopté le 30 août dernier par le Conseil des ministres, le Plan d'action est composé de cinq chapitres, à savoir la consolidation de l'Etat

de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance et le renouveau économiques, le développement humain et une politique sociale renforcée, une politique étrangère dynamique et proactive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la défense nationale. Le débat devrait prendre fin mer-

credi prochain avec l'intervention des chefs des groupes parlementaires et une séance consacrée aux réponses du Premier ministre aux questions soulevées par les députés lors du débat général. Jeudi, une séance plénière sera consacrée au vote du projet de plan d'action du gouvernement.

Le plan d'action du Gouvernement a pris en considération l'aspect "opérationnel" avec "classement des priorités" (Premier ministre)

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé lundi à Alger, que le Gouvernement a pris en considération dans son plan d'action, l'aspect "opérationnel" avec "classement des priorités", en fonction des exigences de la conjoncture actuelle.

Présentant le plan d'action du Gouvernement aux membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Benabderrahmane a indiqué que ce plan se veut "la ligne d'orientation" sur laquelle sont fondées les démarches du Gouvernement et qui ont pris en compte l'aspect "opérationnel" avec classement des priorités en

fonction des exigences de la conjoncture actuelle", en sus des objectifs tracés par le Président de la République au sein de ses engagements.

Le Premier ministre a indiqué que le Gouvernement "s'emploiera sans relâche à valoriser et à consolider les acquis et réalisations (...) et continuera à aller de l'avant dans l'accomplissement de ce qui reste des objectifs et engagements dans le cadre de l'édification des fondements de l'Algérie Nouvelle", a ajouté que les conjonctures économique et sociale que vit le pays ont coïncidé avec l'élaboration de ce plan, notamment dans la situation de crise sanitaire qui

requiert du Gouvernement de "redoubler d'efforts, en vue de faire face à la pandémie, à ses répercussions et à ses retombées sur tous les plans".

M. Benabderrahmane a appelé tout un chacun, quel que soit le poste de responsabilité, à se mobiliser et à conjuguer les efforts "afin de relever les défis" auxquels fait face l'Algérie en vue de garantir "une vie décente à nos concitoyens et assurer un avenir meilleur à nos enfants dans la sécurité, la stabilité, le bien-être et la prospérité". Le Gouvernement est "déterminé" à œuvrer pour "concrétiser réellement la volonté de bâtir une Algérie nouvelle, en

réponse aux aspirations du peuple algérien" qui n'a de cesse "plaider pour un Etat de droit et de souveraineté et aspirer à une gouvernance économique moderne et transparente, souhaitant voir l'instauration d'une politique sociale juste et équitable, loin des pratiques de la corruption et du népotisme qui ont gangrené l'économie nationale", a assuré le Premier ministre.

Cette démarche, poursuit M. Benabderrahmane, vise à "rétablir la confiance de notre vaillant peuple dans les institutions de l'Etat et reprendre son rôle en tant que par tenaire contribuant à l'émergence de pratiques politiques saines et démocratiques".

Feuilles de route sectorielles et mécanisme de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre (Premier ministre)

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué lundi à Alger que le Plan d'action du Gouvernement sera concrétisé par l'adoption de "feuilles de route" sectorielles élaborées par chaque département ministériel, ajoutant qu'un "mécanisme de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre" sera mis en place.

Au terme de sa présentation du Plan d'action du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence des membres du gouvernement, M. Benabderrahmane a précisé que le Plan d'action "sera

concrétisé par l'adoption de feuilles de route sectorielles élaborées par chaque département ministériel, qui sera chargé de définir la matrice des activités et les objectifs attendus de chaque activité, ainsi que les délais de mise en œuvre prévus", ajoutant qu'un "mécanisme sera mis en place pour suivre et évaluer périodiquement et en continu sa mise en œuvre selon des indicateurs quantitatifs précis".

"La conjugaison des efforts de tous" s'impose pour atteindre les objectifs tracés dans ce "programme ambitieux", a soutenu le Premier ministre, assurant que le Gouvernement "souhaite travailler

avec toutes les bonnes volontés dans ce pays, au service des intérêts de notre pays et de nos concitoyens, sous la direction éclairée du président de la République et conformément à ses instructions".

Le Gouvernement travaillera avec les différents partenaires "avec sincérité et abnégation afin d'atteindre les objectifs de nos programmes et plans qui visent un développement inclusif et équilibré, afin d'améliorer la situation et la stabilité de l'Algérie au niveau intérieur et promouvoir sa place dans le concert des nations", a souligné le Premier ministre.

APS

FLN : Baadji appelle les députés de son parti à un débat "de valeur" du Plan d'action du Gouvernement

Le Secrétaire général (SG) du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji, a appelé dimanche les députés de son parti à l'Assemblée populaire nationale (APN) à un débat "de valeur" du Plan d'action du Gouvernement (PAG) et à adopter un débat constructif tout en présentant des alternatives réalistes qui tiennent compte des aspirations des citoyens et des intérêts suprêmes du pays. Dans son allocution à l'occasion de la réunion du groupe parlementaire du parti au siège de l'APN concernant les préparatifs du débat du PAG, M. Baadji a déclaré : "Je vous invite à un débat distingué avec une vision perspicace de la situation, en adoptant une discussion réfléchie et sobre, avec un enrichissement utile et des alternatives réalistes qui prennent en compte les aspirations des citoyens et les priorités et intérêts suprêmes de la patrie". Il a également appelé les députés du parti à "être un exemple à suivre en matière de travail sérieux, tout en fixant comme objectif la promotion de la performance du Parlement loin de toute considération politique. Il a appelé dans ce sens à faire de l'APN un édifice témoin de la démocratie représentative et une véritable tribune de défense des intérêts nationaux dans le cadre du respect des dispositions constitutionnelles et de la liberté d'opinion". Dans le même contexte, le SG du FLN a exhorté les députés à l'impératif de "prendre conscience de la responsabilité du député et de son poids politique, notamment à la lumière de la nouvelle constitution qui consacre la rupture avec les anciennes pratiques".

Après avoir affirmé que le FLN représentait "la première force politique du pays" et que ses députés représentent le "plus grand groupe" à l'APN, M. Baadji a appelé à "la réussite de l'effort de changement et à la levée des défis économiques et sécuritaires". A cette occasion, il a souligné l'importance pour les députés "d'exercer leurs fonctions avec responsabilité et conscience des défis actuels en vue de booster et de libérer l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures, mais également pour renforcer la paix sociale, garantir la consolidation de la justice sociale et la préservation de l'indépendance économique et financière de l'Algérie". Pour le secrétaire général du FLN, le plan d'action du Gouvernement "fera l'objet d'un large débat riche et démocratique par tous les parlementaires... C'est notre démarche que je vous recommande, une démarche basée sur la coopération et le consensus avec le reste des parties politiques de sorte à instaurer une nouvelle réalité dans notre pays". S'adressant aux députés de son parti, il a réaffirmé que "les engagements du parti FLN envers le peuple imposent à chacun de les honorer, car le citoyen constate le sérieux de chaque député, sa probité et son souci de servir le pays", relevant que les députés du parti ont été choisis par les citoyens lors d'élections législatives "régulières et transparentes" pour les représenter dans le cadre d'un mandat législatif qui "pose les fondements de l'édification d'une Algérie développée, démocratique et juste comme le souhaite le peuple".

Le SG du FLN a estimé que la réussite des élections législatives "constitue une victoire pour l'Algérie, une victoire qui bat en brèche les illusions de ceux qui voulaient semer le chaos", ajoutant que son parti "demeurera fidèle à l'Algérie qui fait face à des défis internationaux et régionaux majeurs. Le FLN se dressera tel un rempart face à quiconque tente de porter atteinte à l'unité et la stabilité du pays", a-t-il soutenu.

Les députés du RND appelés à débattre le PAG "loin des discours populistes" (Zitouni)

Le Secrétaire général du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni a appelé, dimanche à Alger, les députés du parti à débattre "objectivement" le Plan d'action du Gouvernement (PAG), avec des propositions "loin des discours populistes". "Les députés du RND sont invités à débattre objectivement ce Plan et en faire des propositions loin des discours populistes qui faussent l'opinion publique", a déclaré M. Zitouni lors d'une rencontre avec les membres du bureau national du parti à la veille de la présentation du PAG, lundi, aux députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

L'examen du PAG, poursuit M. Zitouni, sera dans le cadre d'une vision complémentaire nécessitant une prise de connaissance des procédures et des moyens matériels et humains qui lui sont consacrés ainsi que les délais de sa mise en œuvre et les objectifs y attendus. "La force de proposition dans l'examen de ce Plan par les députés du RND consiste à arranger les choses le cas échéant", a-t-il dit, ajoutant que l'orientation générale de son parti s'accorde avec les grandes lignes du programme du président de la République, alors que les mécanismes fixant son application "sont au centre du débat fondamental requis des députés". Les mécanismes d'application de ce Plan doivent faire l'objet d'accord, car à travers les axes qu'il contient, il devrait "réaliser la percée attendue dans le cadre de l'Algérie nouvelle", a précisé le SG du RND. Il a exhorté le groupe parlementaire du parti à "prendre connaissance de tous les éléments politiques, juridiques et législatifs avant toute intervention en se référant aux principes du parti".

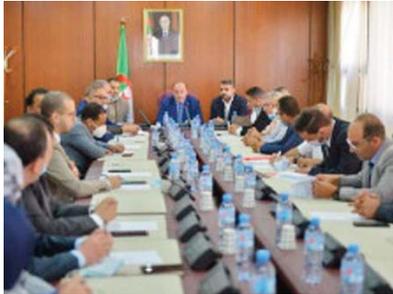
Dans le même contexte, le secrétaire général du RND a dévoilé la mise à jour par le parti de son programme général, ainsi au cours de cette journée d'étude un résumé de cette mise à jour a été présenté par les membres du bureau national du parti afin d'en informer les députés, et y travailler lors des séances de débat sur le PAG. Cette mise à jour, selon les explications présentées aux députés, comprend près de 100 suggestions d'experts et de cadres internes étrangers du parti dans de nombreux domaines sur lesquels les députés peuvent s'appuyer durant leur mandat à l'Assemblée populaire nationale (APN). Par ailleurs, M. Zitouni a affirmé que toutes les questions d'organisation du parti sont "contrôlées et gérées en harmonie avec son Conseil national", expliquant que sa formation politique est "harmonieuse, stable, et attachée à ses principes et à tout ce qui est venu à la dernière conférence nationale du parti". Il a réitéré que "les tentatives de perturber les partis de la coalition présidentielle à l'approche des rendez-vous critiques n'affecteront pas son parti, qui est en parfaite harmonie avec tous les secrétaires de wilayas et les militants fidèles du parti". A noter que le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane présentera, demain lundi, après avoir modifié le calendrier des travaux du PAG devant les membres de l'APN. Le débat général est prévu pour le mardi et mercredi, avant de clôturer, en plénière prévue jeudi prochain dans la matinée, les travaux par les réponses du Premier ministre aux préoccupations des députés et procéder au vote du PAG.

APN

Les députés adoptent le rapport de validation de la qualité de membre de trois nouveaux députés

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté lundi le rapport de la commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés validant la qualité de membre de trois (3) nouveaux députés.

Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière, présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence des députés. Le rapport de la commission porte validation de la qualité de membre en faveur de Samira Makhloufi, en remplacement de la candidate élue aux législatives du 12 juin 2021 sur la liste du parti du FLN (circonscription électorale de Bejaia), Samia Moualfi, nommée ministre de l'Environnement dans le Gouvernement du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



Le rapport prévoit également la validation de la qualité de membre en faveur de Salah Ben Youcef, candidat qualifié au

remplacement de Hichem Sofiane Salouatchi sur la liste du parti du FLN (circonscription électorale de Chlef),

nommé ministre de la Pêche et des productions halieutiques dans le Gouvernement Benabderrahmane. Le document porte aussi validation de la qualité de membre en faveur de Yaakoubi Ben Amor, en remplacement de la députée décédée Douma Nadja du parti du FLN (circonscription électorale d'Ain Temouchent).

Après l'adoption du rapport, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, présentera le Plan d'action du Gouvernement.

RÉALISATION DES GRANDES INFRASTRUCTURES SPORTIVES Transfert de tous les dossiers des projets au ministère de l'Habitat (Conseil des ministres)

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a donné, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, le transfert de tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, indique un communiqué de la présidence

de la République. Après l'ouverture de la séance par le Président Tebboune, la présentation de l'ordre du jour et l'exposé du Premier ministre sur l'action du Gouvernement durant la dernière quinzaine, et après avoir écouté les exposés des ministres, le Président de la République a donné des orientations concer-

nant plusieurs secteurs dont celui des Sports. Parmi ces orientations, le Président Tebboune a ordonné "le transfert de tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en vue d'assurer un suivi permanent et efficace de leur réalisation".

JUSTICE

Formation au profit d'experts du domaine judiciaire du 13 au 23 septembre courant

Le ministère de la Justice organise, à travers l'administration du programme, en coordination avec l'opérateur belge IBF, des activités de formation via visioconférence, au profit d'experts et d'acteurs du domaine judiciaire, et ce, du 13 au 23 septembre courant, a indiqué, dimanche, le site du ministère. Dans le cadre du programme européen d'appui au secteur de la Justice en Algérie, le ministère de la Justice organise, à travers l'administration du programme, en coordination avec l'opérateur belge IBF, représenté par l'instance "unité de soutien",

des activités de formation via visioconférence dans de multiples spécialités, et ce du 13 au 23 septembre courant, lit-on dans le communiqué du ministère.

Les activités de formation ouvriront un atelier de réflexion au sein d'un dialogue entre les associations et les acteurs du domaine judiciaire, animé par les deux experts Serges Portelli et Aït Zai Nadia autour du thème "assistance aux victimes des crimes", notamment des femmes et des catégories vulnérables dont les mineurs. Cet atelier qui se tiendra les 13 et 14 septembre,

verra la présence de 45 participants, dont des magistrats, des représentants des ministères concernés, de la Gendarmerie nationale, de la Direction générale de la Sécurité nationale (DSGN), des avocats, des médiateurs judiciaires et des associations actives dans le domaine judiciaire.

Concernant les sessions de formation, l'une d'elles sera destinée au profit de 25 experts judiciaires les 13 et 14 septembre, autour du thème "fondamentaux de l'expert judiciaire et causes de nullité du rapport d'expertise judiciaire", tandis que l'autre session

s'intéressera au thème "déontologie de la profession d'expert" (les 15 et 16 septembre) et sera dédiée à 26 experts judiciaires. Quant à la 3e session, ajoute-t-on de même source, elle est destinée au profit de 25 experts judiciaires (du 20 au 23 septembre) et consacrée au thème "mode d'évaluation du foncier, délimitation des superficies, évaluation des constructions privées". Il est à rappeler que les travaux de ces sessions au profit de la catégorie des experts, seront animés par l'expert français Dominique Auclair.

JUSTICE

Le mouvement partiel dans le corps de la justice vient donner une dynamique au travail des instances judiciaires (Mamouni)



Le mouvement partiel opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des présidents des Cours de justice et des procureurs généraux "intervient pour donner une dynamique et un nouveau souffle au travail des instances judiciaires", a affirmé dimanche à Ain Témouchent le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni.

Président, en tant que représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, l'installation de Hamid Chettah comme président de la Cour de justice d'Ain Témouchent et Zoheir Talbi comme procureur général, M. Mamouni a indiqué que le dernier mouvement partiel opéré par le président de la République, président du conseil suprême de la magistrature, intervient pour conférer davantage d'immunité à l'autorité judiciaire et consolider sa position pour lui permettre d'accomplir son rôle dans le cadre de la réédification des institutions et de développer son niveau de performance afin de répondre à l'attente des citoyens et tout ce que nécessite les devoirs de l'édification d'un Etat de droit et de la protection des intérêts du pays et sa souveraineté.

"Ce changement, apporté par le mouvement partiel dans le corps des présidents des cours et des procureurs généraux, intervient également après les importants ajustements que l'appareil judiciaire connaît et qui ont été promulgués après la Constitution de 2020, notamment ceux concernant les dis-

positions pénales renforçant l'Etat de droit et consolidant les fondements des droits et des libertés individuelles et collectives", a-t-il déclaré.

Le premier président de la Cour suprême a rappelé, à ce propos, "l'importance que représente le secteur de la justice dans notre pays, soit dans le cadre des missions constitutionnelles traditionnelles ou dans l'accompagnement de l'effort

général national visant la protection de la société contre toutes les formes de criminalité et œuvrant à la préservation des droits et des libertés". Le même responsable a affirmé la volonté de l'Etat, faire preuve d'un comportement idéal et engagé, faire respecter l'autorité de la loi et sa souveraineté avec objectivité, honnêteté et impartialité". Le représentant du ministre de la Justice a insisté également sur le rapprochement des services de la justice des citoyens, à veiller à améliorer les prestations de manière constante et à tisser des liens de coopération avec les différentes institutions dans le cadre de la loi en vigueur.

ENTREPRISE DE TRANSPORTS URBAIN ET SUBURBAIN D'ALGER "ETUSA"

Ouverture d'une ligne Alger-nouvelle-ville de Bouinane (Blida)

Une nouvelle ligne directe de transport qui va relier la ville-nouvelle de Bouinane (Blida) à la capitale Alger, sera ouverte demain lundi par l'Entreprise de transports urbain et suburbain d'Alger "ETUSA", a-t-on appris, dimanche, auprès de directeur des transports de Blida. La nouvelle ligne a été ouverte dans le cadre du plan de transport de la ville nouvelle de Bouinane (Est de Blida) afin de faciliter les déplacements d'un nombre d'habitants de Bouinane qui travaillent à Alger, a indiqué à l'APS, Dir

Ramdane. Il a fait part de l'affectation pour cette ligne de transport, dans une première étape, de trois bus d'une capacité de 54 places chacun, dans l'attente de son renforcement, à l'avenir avec d'autres bus selon les besoins exprimés par les résidents de la ville-nouvelle qui compte des milliers d'unités de logements, dont un nombre considérable relevant de souscripteurs issus de la capitale.

L'itinéraire de ces bus a été fixé à partir de la cité Amroussa, en passant par le centre

ville de Bouinane, avec un arrêt à Baba Ali, puis à Bir Mourad Rais, avant d'arriver au terminus de Tafourah, a-t-on appris de même source.

Le premier bus de cette ligne prendra le départ demain lundi à 6h00 du matin, suivi d'un 2eme départ, 15 minutes plus tard, puis d'un 3eme à 6H30, selon la même source, qui a signalé que le retour du dernier bus vers la nouvelle-ville de Bouinane est fixé à 18H30.

Le plan de transport de la nouvelle-ville

prévoit également l'ouverture, demain lundi, d'une ligne entre la cité des 4.500 logements et la gare ferroviaire de Boufarik et d'une autre entre Bouinane et le centre-ville de Blida.

Le directeur des transports a, en outre, fait part de l'élaboration d'un autre plan de transport interne à la ville-nouvelle de Bouinane, prévoyant l'ouverture de lignes de transport pour relier ses différents quartiers.

LAGHOUAT

Des carrés attribués aux agriculteurs au marché de gros des fruits et légumes

Des carrés ont été attribués aux agriculteurs au marché de gros des fruits et légumes de Laghouat pour la vente directe au consommateur de leurs produits, sans passer par des mandataires, a-t-on appris lundi des responsables de cet espace commercial.

En application de l'instruction du ministère de Commerce et de la Promotion des exportations, portant autorisation aux agriculteurs de commercialiser leurs produits directement au consommateur, à travers les marchés de gros et de détails des fruits et légumes, des carrés ont été attribués, sur simple présentation de la carte professionnelle, aux agriculteurs pour l'exposition-vente de leurs produits au niveau de cet espace commercial, en plus de la grande place au centre du marché, a indiqué à l'APS le chargé de la gestion du marché, Abdelmadjid Bentouati.

Le marché des fruits et légumes a enregistré l'afflux de nombreux agriculteurs désireux d'exploiter cet espace commercial pour l'exposition-vente de leurs récoltes, sans devoir passer par des mandataires, a souligné M. Bentouati en signalant que des actions sont menées pour organiser



le marché de façon à accueillir le plus grand nombre d'agriculteurs de la région.

Tahar Kasmi, fellah de son état, a affirmé que "les agriculteurs sont étonnés des prix élevés des fruits et légumes au niveau des commerces de détail, comparativement à ceux auxquels ils cèdent eux

leurs récoltes aux mandataires et aux commerçants de gros", ajoutant que "les écarts font grimper le prix final à des seuils que le consommateur ne peut supporter". Dès lors, la mesure introduite par le ministère de tutelle est de nature à réguler les prix des fruits et légumes, de sorte à

contribuer à la préservation du pouvoir d'achat du consommateur, a-t-il estimé.

Selon le directeur du Commerce de la wilaya de Laghouat, Guermane Mouldaya, l'application de cette instruction ministérielle a entraîné "une baisse remarquable" des prix des produits de consommation. Les services du secteur s'emploient aussi à l'organisation quotidiennement de sorties sur le terrain des brigades mixtes (commerce, agriculteur, services sécuritaires) pour le contrôle du marché et la lutte contre le monopole et la spéculation, a-t-il dit.

La nouvelle mesure introduite par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations est de nature à "contribuer concrètement à la stabilisation des prix des fruits et légumes, et, ainsi, à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen", a-t-il souligné.

NÂAMA

Réception prochaine de quatre réservoirs d'eau dans des zones d'ombre

Quatre réservoirs d'eau d'une capacité globale de 2.000 mètres cubes seront réceptionnés prochainement dans des zones d'ombre de la wilaya de Nâama, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau (DRE). Il s'agit de la mise en service d'un réservoir d'une capacité de 500 mètres cubes dont les travaux ont été achevés au niveau du village "Touadjer", dans la commune de Nâama, ainsi que de trois autres dont les travaux sont en cours d'achèvement au niveau de la commune de Mecheria, à réceptionner, au plus tard, fin septembre courant, a-t-on indiqué de même source.

Cet été, des installations de stockage similaires ont été réceptionnées et mises en service dans les zones d'ombre des

villages de "Hachaya" (500 mètres cubes), de Hassi Labiad, dans la commune d'Asla, et de "Fortassa", dans la commune de Sfisiffa, d'une capacité de 250 m3. Dans le cadre du même programme, deux autres réservoirs d'eau d'une capacité de 3.000 m3 chacun sont en cours de réalisation pour alimenter la population en eau potable à travers les nouvelles zones urbaines, la cité "17 octobre", dans la commune d'Aïn Sefra, et le village "Bendouma" relevant de la même collectivité locale, a-t-on indiqué à la DRE, soulignant que les deux réservoirs seront livrés dans les plus brefs délais.

Ces opérations entrent dans le cadre du programme de développement en cours au niveau de la wilaya, comprenant

la réalisation de 12 réservoirs d'eau d'une capacité de stockage variant entre 250 à 3.000 m3. Ces projets, qui font l'objet de suivi et d'accélération des travaux afin de réceptionner ce programme dans sa totalité avant la fin de l'année en cours, contribueront à augmenter les capacités de stockage et garantir une alimentation régulière des habitants en eau potable, notamment les zones d'ombre qui ont bénéficié du plus grand quota des projets. Pour couvrir les besoins des habitants en eau potable, la wilaya de Nâama compte sur 95% installations d'eau potable d'une capacité de stockage de 41.950 m3 à partir de 89 forages souterrains et fournit, quotidiennement, plus de 122.000 m3 d'eau.

KHENCHELA

Lancement du projet de dévasement du barrage Foug El Kaïs

Le projet de dévasement du barrage Foug El Kaïs dans la commune de Kaïs (wilaya de Khenchela) a été lancé dimanche, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que sous la supervision du chef de daïra de Kaïs, des représentants de la direction locale des ressources en eau et de plusieurs autres secteurs liés au projet de dévasement et réhabilitation du barrage Foug El Kaïs, le chantier de ce projet a été installé dimanche et des assiettes de terrain ont été attribuées aux deux entreprises chargées du projet pour installer leurs bases de vie. La durée d'exécution du projet de dévasement du barrage de Foug El Kaïs pour lequel des dizaines d'engins et d'équipements de dévasement ont été mobilisés en plus de la main-d'œuvre qualifiée, se fera en 24 mois au maximum, selon les clauses du cahier des charges du projet. L'Agence nationale des barrages et transferts (ANTB) avait alloué, dans le cadre du programme national de réhabi-

litation des barrages, une enveloppe financière estimée à plus de 748 millions de dinars pour le projet d'enlèvement de vase du barrage Foug El Kaïs, situé dans la commune de Kaïs en prévision de sa remise en service. La même source a souligné que la relance du projet de dévasement du barrage de Foug El Kaïs, qui s'inscrit dans le cadre de la politique visant l'exploitation de toutes les ressources en eau de surface pour faire face au phénomène de sécheresse et fournir les quantités nécessaires de ressources en eau destinées à l'irrigation des terres agricoles des plaines de Kaïs, Remila et Taouzienet qui produisent annuellement des centaines de milliers de quintaux de diverses sortes de céréales et de fruits. La capacité de remplissage du barrage de Foug El Kaïs, réalisé en 1938, a diminué ces dernières années, passant de 2,5 millions m3 d'eau à 0,48 million m3 d'eau en raison du volume de vase qui a atteint 100 %, a-t-on indiqué.

CONSTANTINE

202 listes partisans et indépendantes retirent les formulaires de souscription de signature (ANIE)

Deux cent deux (202) listes partisans et indépendantes ont retiré à ce jour à Constantine les formulaires de souscription de signature de candidature en prévision des élections locales du 27 novembre prochain, a-t-on indiqué dimanche auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). A ce jour, 18 listes (15 partisans

et 3 indépendantes) ont retiré les formulaires de souscription de signature de candidature pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et 184 listes (80% partisans et le reste indépendantes) pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC), a déclaré à l'APS le chargé de l'information

et de la communication auprès de la délégation locale de l'ANIE, Abdelali Largat, précisant que les formulaires de souscription des signatures sont disponibles auprès de l'ANIE de Constantine.

S'agissant de la révision exceptionnelle des listes électorales, lancée le 5 septembre 2021 et devant se poursuivre jusqu'au 15 du même

mois, le même responsable a indiqué que le recensement préliminaire fait état de l'inscription de 4.326 nouveaux électeurs dont 113 électeurs avaient effectué l'inscription via le portail électronique. Il a ajouté que 7.503 inscrits ont été barrés des listes électorales (6.383 pour répétition de l'inscription, 768 changement de résidence

et 348 décédés en plus d'une personne barrée pour inéligibilité). Les membres de l'ANIE de Constantine sont mobilisés pour accompagner et réussir le prochain rendez-vous électoral et veillent à garantir le bon déroulement de toutes ses étapes, a ajouté le même responsable.

BISKRA

Installation du procureur général et du président de la Cour

La Cour de Biskra a abrité dimanche la cérémonie d'installation du Procureur général Mahmoud Boulekssibat et du président de la Cour Laïd Boukhobza. La cérémonie d'installation, tenue à la salle des audiences, a été présidée par l'inspecteur auprès du ministère de la Justice, Abdenacer Bouklié, représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, en présence des autorités de wilaya et des cadres du corps de la justice, ainsi que des représentants des auxiliaires de la justice et du syndicat des avocats.

A l'occasion, l'inspecteur Bouklié a affirmé que cette installation, qui s'inscrit dans le cadre du mouvement partiel opéré par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le corps de la magistrature "vise à donner un nouveau souffle et un dynamisme au travail des autorités judiciaires et consolider leur position pour assurer leur rôle dans le cadre de la construction des Institutions". Il a ajouté que des efforts sont déployés pour développer et améliorer les performances en recourant aux compétences afin de renforcer l'Etat de droit et de justice et protéger la société contre tous les formes de criminalité, préserver les droits et les libertés, assurant de la continuité des efforts par les membres du corps judiciaire pour développer la justice en faisant preuve de responsabilité et d'engagement en imposant le pouvoir de la loi et en rapprochant les services de l'établissement judiciaire du citoyen.

Le nouveau président de la Cour de Biskra, qui a succédé à l'ancien président, Mohamed Bensedira, avait occupé le poste de président du tribunal d'Aïn Defla avant sa nomination à la tête de la Cour de Biskra, tandis que le nouveau procureur général qui occupait le poste de procureur général adjoint à la Cour d'Adrar, a remplacé Nour Sadet Bourriche.

ANNABA

Installation du président et du procureur général près la Cour de justice

Le Procureur général près la Cour suprême, Madjid Abderrahim, représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, a présidé dimanche la cérémonie d'installation de Fethi Ahmed Kebir et Farid Gouasmia, respectivement président et procureur général de la Cour de justice d'Annaba dans le cadre du mouvement partiel opéré récemment dans le corps de la magistrature. Au cours de la cérémonie d'installation, tenue à la Cour d'Annaba en présence des autorités civiles et militaires ainsi que la famille de la justice, M. Madjid Abderrahim a rappelé les objectifs et les principes adoptés pour consacrer l'édification d'un Etat de droit en vue de préserver la sécurité du citoyen et du pays. Le représentant du ministre de la Justice a insisté, dans ce cadre, sur l'importance d'être au diapason de ces objectifs à travers l'optimisation du rendement du système juridique garantissant le renforcement de la confiance en le citoyen et le système judiciaire, ainsi qu'en consolidant l'Etat de droit. Le responsable, qui a mis en valeur les efforts déployés par l'Etat pour moderniser le système judiciaire, a salué les efforts consentis pour veiller à l'application de la loi afin de protéger les intérêts du pays.

EL-OUED

Les agriculteurs pratiquent de plus en plus la vente directe aux consommateurs

Les agriculteurs de la wilaya d'El-Oued sont de plus en plus nombreux à recourir à la vente directe de leur productions en fruits et légumes aux consommateurs sans intermédiaires et à des prix compétitifs à la grande satisfaction des ménages.

L'engouement des agriculteurs à investir les espaces commerciaux et marchés a augmenté après la récente décision du ministère du commerce de les autoriser à vendre leur produits directement sur les places publiques pour casser la spirale des prix.

El-Ayach .B.S, propriétaire d'une exploitation de production de pomme de terre et tomate au village "Sahn-Berri", a confié à l'APS qu'il se déplaçait chaque semaine au marché de Hassi-Khelifa.(30 km Est d'El-Oued), pour mettre ses produits agricoles directement à la disposition des consommateurs à des prix "abordables".

Lors d'une virée au marché "El-Djebbadi" de Guemmar (15 km d'El-Oued), le paysan A.

Messaoud, de la localité El-Djedida-Ouest, versé dans les cultures maraichères saisonnières, a indiqué qu'il vendait ses produits agricoles du potager au consommateur "sans aucun mandataire depuis la création de ce marché, il y'a plus de trois ans".

Approchés par l'APS au niveau des espaces commerciaux au niveau de la ville d'El-Oued, des agriculteurs ont affirmé que ce modèle de commerce impliquant directement producteurs/consommateurs sans intermédiaire qui s'appliquait déjà à El-Oued depuis longtemps, permet d'évincer du circuit commercial les spéculateurs de tout bord et d'assurer des produits frais et de qualité à des prix compétitifs avantageux pour les deux parties.

Le responsable du bureau de wilaya de l'union général des commerçants et des artisans algériens (UGCAA), Djamel Chelghoum, a souligné que "les agriculteurs de la wilaya pratiquent la vente directe de leurs produits agricoles sans recourir aux intermédiaires depuis le lancement des activités agricoles dans la région".

Il a salué la récente décision du ministère du commerce et de la promotion des exportations qui, a-t-il dit, intervient "en moment opportun" pour encourager les producteurs, freiner la spéculation et lutter contre les sans scrupules.

Le directeur du secteur du commerce de la wilaya, Cherif Oumddour, a, pour sa part, estimé que cette mesure ministérielle vient à point nommé inciter les producteurs agricoles de la région à continuer de commercialiser leurs produits sans l'intermédiation des mandataires à la satisfaction des consommateurs.

De son côté, le directeur des services agricoles, Ahmed Achour, a qualifié cette mesure d'"encourageante" pour le producteur à augmenter ses récoltes pour assurer la stabilité des prix sur les marchés.

Le ministère du commerce et de la promotion des exportations a annoncé depuis plus d'une semaine une décision autorisant les producteurs agricoles à commercialiser leurs produits directement aux consommateurs pour réguler les prix au niveau des marchés de gros et de détails.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Vers l'ouverture de 30 nouvelles agences bancaires tous les ans (Premier ministre)

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué lundi à Alger que le Gouvernement s'emploiera à consolider les piliers de la reprise économique via une réforme globale et la modernisation du système bancaire et financier à travers plusieurs mesures, dont la densification du réseau des banques et des assurances avec l'ouverture de 30 nouvelles agences bancaires tous les ans.

Présentant le Plan d'action du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Benabderrahmane a précisé que "le Gouvernement s'emploiera à consolider les piliers de la reprise économique via une réforme globale et la modernisation du système bancaire et financier pour le rendre plus efficace et plus attractif, renforcer son apport au développement de l'économie nationale, améliorer sa gouvernance, promouvoir le professionnalisme de ses différents acteurs et densifier le réseau des banques et des assurances".

Le Premier ministre a, dans ce cadre, annoncé l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger et l'accélération du rythme de numérisation des systèmes de paiement, précisant que le Gouvernement compte ouvrir tous les ans 30 nouvelles agences bancaires (publiques et privées) et augmenter le nombre des agences d'assurances de 5% par an.

M. Benabderrahmane a également indiqué que "le plan d'action du



Gouvernement vise, dans le contexte de la reprise et de la relance économique, à relever le défi inhérent à assurer la viabilité de la finance publique, en sus de financer le plan de la relance économique, dans le but d'accroître l'investissement et la diversification économique et de s'orienter vers l'augmentation du niveau des exportations hors-hydrocarbures".

Les mesures que le Gouvernement œuvrera à concrétiser dans ce cadre, englobent la mise à dispo-

sition de plus de 16 millions de cartes entre réseau d'Algérie Poste et réseau bancaire, tout en assurant plus de 8.000 distributeurs automatiques de billets (DAB), outre l'équipement d'un million de commerçant en Terminaux de paiement électronique (TPE) à l'horizon 2024.

De plus, ces mesures englobent la poursuite du travail en vue de mobiliser la masse monétaire en circulation dans le secteur parallèle, ainsi que la résorption du marché

parallèle de la devise, notamment à travers "l'augmentation du taux de croissance de mobilisation des ressources et l'augmentation du nombre de comptes bancaires".

En plus de cela, poursuit le Premier ministre et ministre des Finances, il s'agit aussi de développer le cadre juridique et institutionnel de la finance novatrice, tels les banques islamiques, l'activation de la bourse, ainsi que de la création de banques spécialisées (banque postale et banque de l'habitat).

TRANSPORT MARITIME

Instructions pour revoir le mode de gestion des compagnies nationales (Bekkaï)

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï, a appelé les directeurs et gestionnaires des sociétés nationales de transport maritime à revoir le mode de gestion de ces compagnies, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Ces instructions sont intervenues lors de sa présidence, samedi, d'une réunion en présence de cadres du ministère, du directeur général par intérim du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), de la directrice générale par intérim de CNAN-MED, du directeur général de CNAN-NORD, du Président-Directeur général (P-dg) de la Société nationale Shipping Company (Nashco), ainsi que de leurs cadres et d'opérateurs du secteur privé national.

Au terme de l'exposé présenté par les directeurs portant situation des compagnies au plan organisationnel et opérationnel, ainsi que certains obstacles auxquels elles sont confrontées, à

l'instar du manque de la main d'œuvre spécialisée en la matière, de la maintenance des navires et du problème des conteneurs, le ministre a appelé à "revoir le mode de gestion de ces entreprises vitales, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles".

Dans ce cadre, M. Bekkaï a demandé aux directeurs de coordonner de façon permanente entre les différents acteurs dans le fret maritime, y compris les opérateurs privés, ajoute-t-on de même source.

M. Bekkaï a également instruit les directeurs et responsables des compagnies nationales de transport maritime d'élaborer un plan d'action et une vision globale pour aplanir les obstacles dressés devant ces établissements, les appelant à exploiter les capacités nationales disponibles en matière de fabrication de conteneurs en vue de booster l'économie nationale et préserver la devise.

A la question de la main d'œuvre, le ministre a insisté sur la coordination

permanente avec l'Ecole supérieure maritime de Bousmail (Tipasa) qui offre des formations dans les différentes spécialités permettant de répondre aux besoins nationaux en termes de ressources humaines spécialisées et d'établir des bilans périodiques sur l'état de la flotte et l'évolution de son activité, selon le même communiqué.

La rencontre a permis aux responsables de ces entreprises de formuler une série de propositions pour le développement de la performance des sociétés et la promotion de leurs activités à travers la prospection des opportunités de partenariat avec les opérateurs locaux et internationaux ainsi que le renforcement des structures de formation pour assurer une main d'œuvre qualifiée.

Pour leur part, les opérateurs privés ont exposé leurs expériences en matière de transport maritime à l'échelle internationale et leur vision future, évoquant les possibilités de coopération et de partenariat gagnant-gagnant avec les compagnies publiques.

ENERGIE

Sonatrach adopte son nouveau code d'éthique

Le groupe Sonatrach a rendu public dimanche son nouveau code d'éthique qui se veut un engagement à conduire ses activités avec "transparence" pour permettre à l'Entreprise d'accomplir sa mission au service du développement et de la prospérité du Pays, a souligné son PDG, M. Toufik Hekkar. "L'éthique du Groupe se décline d'abord dans notre engagement à conduire nos activités avec intégrité, transparence, équité et excel-

lence pour permettre à notre Entreprise d'accomplir sa mission au service du développement et de la prospérité du Pays" a affirmé M. Hekkar dans un message de présentation du code, publié sur la page Facebook du groupe.

Il a, dans ce cadre, souligné que ce code qui vient d'être adopté par Sonatrach est un "fruit d'une réflexion collective autour des valeurs et principes qui doivent

guider nos comportements et inspirer nos décisions, afin de renforcer son capital confiance auprès de ses parties prenantes internes et externes".

A ce propos, M. Hekkar a appelé les travailleurs de l'Entreprise à incarner ces valeurs et à les promouvoir auprès des partenaires et de toutes les autres parties prenantes et ce, partout où Sonatrach est présente.

JAPON

La Bourse de Tokyo démarre en repli

La Bourse de Tokyo partait en recul lundi en début de séance, après trois semaines de gains élevés, l'effet dopant de la perspective prochaine d'un nouveau gouvernement au Japon commençant à se tarir.

L'indice vedette Nikkei baissait de 0,29% à 30.292,73 points et l'indice élargi Topix cédait 0,38% à 2.083,78 points vers 00H40 GMT.

Les investisseurs privilégiés ainsi les prises de bénéfices après une longue phase ascendante du marché tokyoïte depuis fin août, stimulée notamment par le départ de l'impopulaire Premier ministre Yoshihide Suga après une élection interne du Parti libéral-démocrate (PLD) le 29 septembre, qui se choisira un nouveau patron. Le



repli de Wall Street vendredi, à la suite d'une résurgence des craintes autour de l'inflation américaine, pesait également sur les échanges lundi matin à Tokyo.

Le yen était stable par rapport au dollar, qui s'échangeait pour 109,93 yens vers 00H30 GMT contre 109,94 yens vendredi à 21H00 GMT.

La monnaie japonaise s'appréciait très légèrement vis-à-vis de l'euro, qui valait 129,81 yens contre 129,88 yens en fin de semaine dernière.

TRANSPORT MARITIME MONDIAL

Le Royaume-Uni veut réduire les émissions

Le Royaume-Uni, organisateur en novembre à Glasgow de la COP26, la conférence mondiale sur le climat, a plaidé lundi pour la réduction à zéro des émissions du transport maritime au niveau mondial d'ici 2050 et l'entrée en service de navires non polluants en 2025.

"Le Royaume-Uni soutient un objectif de réduire à zéro les émissions mondiales du transport maritime d'ici 2050", a annoncé lundi le ministère des Transports dans un communiqué.

"Ce serait une hausse notable de l'ambition d'un secteur qui représente aujourd'hui 3% des émissions mondiales", poursuit le communiqué, ajoutant qu'un tel objectif devrait être adopté par l'intermédiaire de l'Organisation maritime internationale (OMI), une organisation spécialisée de l'ONU basée à Londres.

Au terme d'une semaine de négociations, l'OMI avait adopté en juin de nouvelles règles visant à réduire la pollution causée par les navires, mais les avancées ont été jugées modestes par les ONG.

Les membres de l'organisation



avaient ainsi acté 11% de réduction de l'intensité carbone des navires entre 2023 et 2026 et aucun objectif n'avait été fixé pour les années 2027-2030, loin de la stratégie de réduction de l'OMI de 40% d'ici 2030 par rapport à 2008.

Cette position modérée était soutenue par un nombre important d'Etats dont la Chine, l'Argentine, le Chili, les Emirats arabes unis, l'Inde, le Panama,

ou encore Singapour. L'annonce du Royaume-Uni intervient alors que s'ouvre lundi la semaine internationale du transport maritime dans la capitale britannique, un événement destiné aux professionnels du transport maritime et que Londres veut placer sous le signe du développement durable.

Le Royaume-Uni espère ainsi voir des navires "zéro émission" entrer en service commercial dans ses eaux d'ici 2025, fruit d'une collaboration avec le secteur "qui ouvrira la possibilité de traversée de la Manche" moins polluantes dans les dix prochaines années.

Le Royaume-Uni, qui s'est fixé un objectif de neutralité carbone d'ici 2050, avait dévoilé en juillet une feuille de route pour verdir les transports, avec notamment l'interdiction en 2040 de la vente des nouveaux camions à essence et diesel.

Pour le transport aérien, le gouvernement se donne pour objectif d'atteindre la neutralité carbone pour les vols intérieurs et tous les aéroports en Angleterre d'ici 2040, et pour les vols

CRISE ÉCONOMIQUE AU LIBAN

L'UE appelle à des réformes "urgentes"

L'Union européenne (UE) a appelé dimanche le nouveau gouvernement libanais à mettre en place des réformes de toute urgence ainsi qu'à conclure un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) afin de stopper l'effondrement du pays.

"Voilà ce sur quoi le nouveau gouvernement doit se

concentrer, avec le soutien actif du Parlement et des autres institutions publiques", selon un communiqué publié par la délégation de l'UE au Liban.

La délégation a également mis l'accent sur le fait que les autorités libanaises doivent lancer les préparatifs pour la tenue l'année prochaine des élections

municipales, législatives et présidentielles, tout en assurant que celles-ci soient libres, justes et transparentes. L'UE a réitéré "son soutien au peuple libanais dans ses efforts pour surmonter les défis auxquels le pays est confronté".

Le Liban s'est doté vendredi d'un nouveau gouvernement après 13 mois d'at-

tente marqués par d'interminables tractations politiques ayant aggravé une crise économique inédite qui a fait sombrer des millions de Libanais dans la pauvreté.

Le nouveau gouvernement dirigé par Nadjib Mikati ne ti, ce lundi, son premier Conseil des ministres.

AVIATION

Le régulateur australien rejette un accord entre Qantas et Japan Airlines

L'autorité australienne de la concurrence a retoqué définitivement lundi un accord entre les compagnies aériennes Qantas et Japan Airlines portant sur les tarifs, les horaires et un partage de codes, estimant que cette entente pénaliserait les consommateurs.

L'accord aurait permis aux deux compagnies de s'entendre sur les prix des billets, ainsi que sur les horaires.

La Commission australienne de la consommation et de la concurrence a estimé que ce projet "enlèverait de la compétition" entre les deux groupes, qui, en temps normal, opèrent 85% des vols entre l'Australie et le Japon.

Le régulateur avait indiqué qu'un

tel rejet était probable, mais les transporteurs, durement touchés par la pandémie, espéraient, en vain, un sursis.

"L'accord mènerait certainement à affaiblir la concurrence lorsque les vols internationaux reprendront, au détriment des passagers voyageant entre l'Australie et le Japon", a expliqué l'autorité de la concurrence.

L'Australie a fermé ses frontières internationales il y a 18 mois afin d'endiguer la propagation du coronavirus.

Les liaisons entre les principales villes du pays ont aussi été interrompues à plusieurs reprises, plombant les résultats des transporteurs. La

compagnie australienne Qantas a exprimé sa "déception" à propos de la décision, estimant que l'accord aurait aidé à "assurer une reprise rapide et durable du Covid".

L'Australie pourrait rouvrir ses frontières progressivement aux voyageurs vaccinés d'ici la fin de l'année.

Le mois dernier, Qantas a annoncé des revenus en recul de 12 milliards de dollars australiens (7,5 milliards d'euros) sur sa dernière année fiscale par rapport à 2018/2019, non impactée par le Covid-19.

La compagnie a reçu plus d'un milliard de dollars d'argent public et a licencié ou mis en congés sans soldes des milliers d'employés.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Intégration du capital naturel dans le financement du développement de l'Afrique

Un nouveau programme visant à accélérer l'intégration du capital naturel dans le financement du développement de l'Afrique a été lancé en fin de la semaine par la Banque africaine de développement (BAD), a annoncé l'Institution sur son site web.

"Financé par la BAD, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Fondation MAVA pour la nature, le Programme sur le capital naturel pour le financement du développement de l'Afrique (Natural Capital for African Development Finance, NC4-ADF) a été inauguré lors d'une cérémonie solennelle organisée en visioconférence", a précisé la même source.

Ce programme vise à accélérer la prise en compte du capital naturel dans des projets de financement d'infrastructures en Afrique et obtenir un consensus entre banques de développement multilatérales (BDM) et autres partenaires sur le besoin de tenir compte du capital naturel dans les financements du développement de l'Afrique.

La BAD souligne, dans ce cadre, qu'elle travaille avec d'autres institutions financières (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Banque asiatique de développement et la Banque européenne d'investissement) pour tendre vers un objectif commun et partager des pratiques exemplaires pour intégrer le capital naturel dans l'architecture de financement du développement.

Ce "nouveau programme veut aussi inciter les agences de notation financière à intégrer la croissance verte et le capital naturel dans le risque souverain et les notations de crédit des pays africains", explique la BAD.

Il compte, parmi ses partenaires, la Plateforme des connaissances sur la croissance verte (GGKP), le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) et le partenariat Economics for Nature (E4N). Des responsables gouvernementaux et du secteur privé, des délégués de banque multilatérales de développement, dont la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement et des experts ont assisté à la cérémonie de lancement du programme qui s'étale sur la période 2020-2022.

"L'Afrique détient un énorme potentiel de ressources renouvelables et non renouvelables, notamment l'agriculture, les forêts, l'économie bleue, l'énergie, les industries extractives, qui constituent la pierre angulaire du capital naturel et pourraient être le fondement d'une reprise verte dans le continent", a déclaré le professeur Kevin Chika Urama, directeur principal de l'Institut africain de développement, économiste en chef et vice-président par intérim de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances de la Banque africaine de développement.

Cité dans le communiqué de la BAD, ce professeur dira : "à la BAD, nous reconnaissons que le capital naturel et la biodiversité sont essentiels à la croissance économique."

Nous comprenons qu'il existe des liens directs et indirects entre les risques associés à la dégradation du capital naturel et la perte de biodiversité et les secteurs financier et productif".

Il a ajouté que la reprise après le Covid-19 offrait aux pays africains une opportunité exceptionnelle de jeter les bases sur lesquelles des approches fondées sur le capital naturel seront construites à court terme pour la reprise économique et à long terme pour le développement durable, y compris la réalisation des aspirations ambitieuses définies dans l'Agenda 2063 de l'Afrique, l'Agenda 2030 des Nations unies et l'Accord de Paris sur le climat.

Le capital naturel, stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, comprend la terre, l'eau, l'air, les forêts, les minéraux et la biodiversité. En Afrique, il représente entre 30% et 50% de la richesse totale des pays. Cependant, il est rarement pris en compte dans les mesures économiques comme le calcul du PIB. Les institutions internationales ne le prennent pas plus en compte dans le financement du développement, selon la BAD. Face au changement climatique, le capital naturel représente pourtant des atouts essentiels pour favoriser une croissance inclusive et verte. Plusieurs pays africains (Madagascar, Mozambique, Nigeria et Tanzanie) participent déjà à la mise en œuvre du NC4-ADF. En Tanzanie, la centrale hydroélectrique de Kakono en a bénéficié.

NAÂMA

Etat stable pour cinq des victimes de la collision entre un bus et un camion à Oued Khebaza

Cinq des 7 blessés transférés vers l'hôpital des frères Chenafa à Mecheria (Naâma) qui étaient parmi les victimes de l'accident de la circulation survenu dimanche à Oued Khebaza sur la RN 6 dans son tronçon reliant les deux communes d'El Bayouhd à Mecheria, se trouvent dans un état stable, a affirmé une source médicale du même établissement hospitalier.

"Nous avons reçu sept blessés admis vers 17h00 à l'hôpital, transférés par les éléments de la Protection civile, sachant que tous souffrent de multiples fractures et blessures notamment au niveau de la tête et d'autres parties du corps et dont certaines ont nécessité des interventions chirurgicales en urgence", a déclaré Dr.

Belhaska Lahcène, spécialiste en réanimation au service des urgences de l'hôpital précité.

"Il a été procédé immédiatement à la mobilisation d'un staff médical composé de chirurgiens, de médecins spécialistes et de paramédicaux de l'hôpital des frères Chenafa et d'autres établissements hospitaliers", a-t-il indiqué avant d'ajouter: " nous enregistrons actuellement cinq blessés dans un état stable, mais si les deux autres blessés sont dans un état critique car gravement atteints".

Selon un blessé, un des pneus du semi-remorque aurait éclaté juste avant sa collision avec le bus.

"J'étais assis à l'avant du bus (de Saïda vers la commune de Boussemgoune dans la wilaya d'El-Bayadh) à la droite du chauffeur.

Sur le tronçon reliant les communes d'El-Bayouhd et de Mecheria, nous avons remarqué qu'un des pneus du semi-remorque arrivant en sens inverse avait éclaté, faisant perdre au chauffeur le contrôle du véhicule qui nous a percutés violemment sur le côté gauche", a-t-il dit.

Le wali de Naâma Derradji Bouziane a donné des instructions pour la prise en charge des blessés et leurs familles, y compris à travers un accompagnement psychologique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes.

"Quelle douloureuse épreuve pour l'Algérie que de perdre ses enfants dans de sinistres accidents, tel celui survenu à Oued Khebaza à Naâma", a tweeté le Président Tebboune.

L'accident qui a fait 13 morts et 7 blessés est intervenu suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs activant sur la ligne Sidi Bel Abbes-Boussemgoune (wilaya d'El-Bayadh), sur la route nationale (RN) 6, au lieu-dit Oued Khebaza (20 km au nord de la ville de Mecheria).

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
19 décès et 235 blessés en 24 heures

Dix-neuf (19) personnes ont trouvé la mort et 235 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique lundi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Naâma avec 13 personnes décédées et 07 autres blessées, suite à une collision entre un camion semi-remorque et un mini bus assurant la desserte Sidi Bel Abbes-Boussemgoune (El Bayadh), survenue sur la RN n 06, commune d'El Byodh, précise la même source.

Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile ont déploré un (01) décès par noyade survenu en mer dans la wilaya d'Aïn Témouchent, plus précisément dans la plage Sassile, commune d'Ouled Boudjemaa.

Durant la même période, le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte a permis l'extinction de 14 incendies à travers plusieurs wilayas, lesquels ont ravagé 26,5 hectares (ha) de couvert végétal, dont 16,5 ha de forêt, 3,5 autres de maquis, 6,5 de broussailles, ainsi que 398 arbres fruitiers et 41 palmiers, est-il ajouté.

"L'intervention rapide et massive de nos secours a permis de restreindre ces incendies et d'empêcher la propagation du feu vers le reste du couvert végétal ainsi que le sauvetage de six (06) personnes cernées par les eaux de l'Oued Bousselam, dans la wilaya de Sétif, et ce, suite aux récentes précipitations enregistrées dans la région", détaille la même source.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 40 opérations de sensibilisation et 29 autres de désinfection générale à travers le territoire national ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, conclut la DGPC.

TÉBESSA

Grand engouement des citoyens sur le marché de gros de légumes et de fruits

Le marché de gros de légumes et de fruits de la ville de Tébessa connaît un grand engouement des citoyens, venus s'approvisionner en légumes et fruits à bas prix par rapport à ceux affichés dans les marchés de détail.

Approchés par l'APS, au marché de gros, des dizaines de citoyens ont exprimé leur satisfaction quant aux prix des légumes et fruits proposés sur le marché de gros comparés aux prix affichés aux marchés de détail et des différents points de vente soulignant que cette hausse des prix les déroute.

Nacereddine Belfateh, père de famille et employé dans une des administrations publiques, a affirmé que "depuis un certain temps, je me rends au marché de gros une fois par semaine pour m'approvisionner de divers types de légumes et fruits à des prix compétitifs, en grande quantité et de bonne qualité".

Il a ajouté que cette démarche l'a beaucoup aidé dans la gestion de ses dépenses ménagères soulignant que les prix de vente dans le reste des marchés de détail "dépassent le pouvoir d'achat du simple citoyen qui se retrouve parfois dans l'incapacité d'acquiescer les légumes de première nécessité".

De son côté, Mohamed Noureddine, retraité, a relevé qu'il achète des légumes et des fruits depuis



plus d'un an sur le marché de gros, compte tenu de leur abondance, de leur qualité et de leurs prix raisonnables par rapport aux autres points de vente, ajoutant que ses enfants s'approvisionnent en fruits et légumes également auprès du même marché.

Il a ajouté que le prix d'un kilogramme de pommes de terre sur le marché de gros est de 50 dinars, tandis que sur d'autres marchés de détail, il oscille entre 75 et 90 dinars.

Quant à la tomate, elle est cédée à 60 DA le kg au marché de gros contre 85 DA dans les autres points de vente. De leur côté, les ven-

deurs, dont la majorité sont des agriculteurs, ont salué la décision du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations qui leur permet de vendre leurs récoltes agricoles au niveau du marché de gros afin de mettre un terme à la hausse des prix des produits de large consommation, entamée avec les légumes et les fruits pour inclure les viandes rouge et blanche et même les légumineuses.

A cet égard, l'agriculteur Abdelouahab Messai qui possède des superficies agricoles importantes dans la commune de Houidjbet (Est de Tébessa), dédiées à

la culture de la pomme de terre, réputées pour sa bonne qualité, a reconnu que la décision de vendre directement du producteur au consommateur leur permet de vendre leurs récoltes agricoles directement aux citoyens à des prix qui leur conviennent sans avoir recours à des intermédiaires.

La vente directe encourage également les agriculteurs à diversifier leurs cultures et à augmenter les quantités de production, a-t-il ajouté.

Le même intervenant a relevé que les agriculteurs faisaient face à la détérioration de leurs productions en raison de l'absence de marchés de gros et de la spéculation qui flambent les prix des fruits et légumes.

Il est à noter que beaucoup de denrées alimentaires, légumes, fruits et viande connaissent depuis plus d'une semaine, une flambée des prix sur les marchés de la wilaya de Tébessa, se répercutant "négativement" sur le pouvoir d'achat des citoyens qui se trouvent parfois dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins.

JJJEL

Interpellation de l'auteur présumé du meurtre par balles de son épouse et ses deux filles

Le parquet de la République près le tribunal de Tahir (Jijel) a révélé lundi le transfert vers l'hôpital d'un policier "grièvement blessé", soupçonné d'avoir tué par balles hier, dimanche, son épouse et ses deux filles. Dans un communiqué dont une copie a été remise à l'APS, le parquet de la République a précisé que "vers 14h00 hier, dimanche, les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Tahir ont notifié au parquet près le tribunal de Tahir que des coups de feu ont été entendus dans l'une des maisons de la région de Beni Metrane dans

la même commune, suite à laquelle le procureur de la République s'est déplacé, accompagné par des éléments de la police judiciaire sur les lieux".

Le communiqué poursuit: "Il s'est avéré qu'il s'agit de (LN), 43 ans, un policier de son état travaillant à la sûreté de wilaya de Jijel, qui aurait tiré avec son arme de service sur son épouse (AS), 39 ans et ses deux filles mineures (LL), 12 ans, et (L.A.) 9 ans, décédées sur le coup, chacune par une balle tirée dans la tête".

Et d'ajouter: "après la perquisition

des lieux, le suspect a été retrouvé dans l'une des pièces inachevées de la demeure, allongé sur le sol, blessé par balles et dans un état critique, son arme à feu à côté de lui".

Le communiqué du parquet de la République a indiqué que le suspect avait été transféré à l'hôpital en raison de la gravité de sa blessure.

Le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'affaire dont l'autopsie des victimes tandis que les investigations et les recherches se poursuivent pour déterminer toutes les circonstances de cette affaire.

TRAFIC DE BOISSONS ALCOOLISÉES À AÏN DEFLA
Près de 14 000 unités saisies

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment au niveau du chef-lieu de wilaya un individu versé dans le trafic des boissons alcoolisées, saisissant 13 750 unités de différentes marques et formes, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication et des relations publiques (CCRP) de la sûreté de wilaya.

Exploitant des informations faisant état d'un repris de justice s'adonnant au trafic illicite de boissons alcoolisées au niveau de la ville de Aïn Defla, lequel envisageait

d'y introduire une importante quantité en empruntant des voies d'évitement dans l'espoir de tromper la vigilance des policiers, la section criminelle relevant de la sûreté de wilaya a mis en place un plan minutieux visant son arrestation, a-t-on indiqué.

Les investigations poussées ont permis aux policiers de la section suscitée, activant en étroite coordination avec la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) d'identifier le présumé suspect, dont l'associé a été arrêté à la fin de la semaine der-

nière au volant de son camion à hauteur de l'échangeur de Bourached situé à la sortie ouest de Aïn Defla, a-t-on fait savoir.

La fouille minutieuse du camion a permis aux policiers de mettre la main sur 13 750 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques et formes soigneusement dissimulées, a-t-on détaillé, signalant qu'après avoir été interrogé, le conducteur du camion a prétendu que c'était le propriétaire de la marchandise qui lui avait demandé de la transporter

vers un certain nombre de clients. La seconde personne (30 ans) impliquée dans cette affaire de trafic de boissons alcoolisées est activement recherchée, a-t-on souligné.

Présenté dimanche devant le procureur de la République près le tribunal de Aïn Defla, le conducteur du camion a été condamné à une année de prison avec sursis au moment où son associé, jugé par contumace, s'est vu infligé la même peine, a-t-on indiqué de même source.

ENVIRONNEMENT

A moins d'un revirement majeur, les décès prématurés dus à la pollution de l'air devraient augmenter de plus de 50% d'ici 2050 (PNUE)

A moins d'un revirement majeur, les décès prématurés dus à la pollution de l'air ambiant devraient augmenter de plus de 50% d'ici 2050, alerte un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), appelant à un engagement plus soutenu contre la pollution atmosphérique après la pandémie de COVID-19.

Le rapport intitulé "Actions sur la qualité de l'air : Un résumé mondial des politiques et programmes visant à réduire la pollution atmosphérique" a été publié à l'occasion de la deuxième Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu célébrée le 7 septembre 2021, sous le thème "Air pur, planète saine".

Il s'appuie sur des données d'enquête récentes provenant de 195 Etats et est complété par des évaluations régionales.

Parmi les 124 pays ayant adopté des normes de qualité de l'air, seuls 57 surveillent en permanence la qualité de l'air, selon le rapport, tandis que 104 pays ne disposent d'aucune infrastructure de surveillance. Cette situation reflète les lacunes en matière

de données et les problèmes de capacité qui entravent l'action mondiale en matière de qualité de l'air.

Il en ressort que la pollution de l'air est la plus grande menace environnementale pour la santé publique sur le plan mondial et est responsable de 7 millions de décès prématurés chaque année.

Bien que le nouveau rapport du PNUE fasse état de progrès dans tous les principaux secteurs polluants au cours des cinq dernières années, il est souligné qu'il existe encore de grandes lacunes dans la mise en œuvre, le financement, les capacités et la surveillance de la qualité de l'air. En raison de ces obstacles, les niveaux de pollution atmosphérique restent inchangés. Ce rapport souligne, par ailleurs, que les

pays développés ont considérablement amélioré la qualité de leur air ces dernières années, mais de nombreux pays en développement, qui dépendent encore du bois et d'autres combustibles solides pour la cuisine et le chauffage, sont à la traîne.

Il en résulte qu'un grand nombre des personnes les plus vulnérables et marginalisées du monde souffrent également de la pire qualité de l'air.

En plus de causer environ 7 millions de décès prématurés chaque année, les principaux polluants atmosphériques nuisent au climat.

La plupart d'entre eux, comme les gaz à effet de serre, proviennent de la combustion de combustibles fossiles.

La pollution atmosphérique endommage également

les écosystèmes, réduit le rendement des cultures et nuit à la santé des forêts.

Selon Gary Kleiman, consultant principal du rapport, l'un des principaux messages du rapport est que la réduction de la pollution atmosphérique contribuerait également à atténuer le changement climatique, à accroître la productivité agricole, à améliorer la sécurité énergétique et à stimuler la croissance économique.

Outre le rapport, le PNUE a également lancé une infographie interactive sur la pollution de l'air, qui présente l'état de la pollution de l'air dans le monde, ses principales sources, ses conséquences pour la santé humaine et les efforts déployés par les pays pour lutter contre ce problème crucial.

SOUDAN

Huit morts et 13 blessés dans un accident de la route

Huit personnes ont été tuées et 13 autres blessées dans un accident de la route survenu dimanche dans l'Etat de Gezira, dans le centre du Soudan, a annoncé la police soudanaise dans un communiqué.

L'accident a eu lieu entre un véhicule de transport de marchandises et un minibus de passagers sur l'autoroute Khartoum-Medani, près de la localité Al-Kamlin, a dit la police, attribuant l'accident à une vitesse excessive et à un mauvais croisement.

Le Soudan est l'un des pays ayant le taux le plus élevé de mortalité dans les accidents de la circulation, principalement à cause de la conduite imprudente, du mauvais état de la route et de son système défectueux de mise au rebut des véhicules.

TAÏWAN

Perturbations du trafic aérien à Shanghai liées au typhon Chanthu

L'Est de Taïwan était frappé dimanche par de fortes rafales de vent et des pluies torrentielles provoquées par le typhon Chanthu, qui se dirige désormais vers la Chine continentale, en état d'alerte, où les aéroports de Shanghai vont suspendre les vols par mesure de précaution. Chanthu a frappé la côte orientale de Taïwan par ses bords extérieurs mais le centre de la tempête est resté en mer alors qu'elle se déplaçait vers le nord, selon les services météorologiques du pays.

Par sécurité, 159 vols intérieurs et internationaux ont été annulés, selon le centre des opérations d'urgence, et tous les services de ferry vers les îles au large de Taïwan ont été suspendus, ainsi que certaines lignes ferroviaires. Environ 26.000 foyers sont privés d'électricité, ont indiqué les autorités locales. Les régions orientales de Hualien et Taitung ont reçu quelque 200 millimètres de pluie jusqu'à présent, a précisé le bureau météorologique de Taïwan.

Des vagues pouvaient atteindre jusqu'à sept mètres ont été enregistrés sur l'île d'Orchid au large de la côte orientale de Taïwan.

La plupart des entreprises et des lieux publics ont été fermés dans l'Est et dans certaines parties du Nord de Taïwan, y compris la capitale Taipei où de fortes pluies ont commencé dimanche.

Environ 2.600 personnes vivant dans des zones sujettes aux glissements de terrain autour de la ville de Hualien ont été évacuées, tandis que quelque 31.000 soldats se tiennent prêts à intervenir en cas de besoin.

Chanthu, qui se dirige vers la Chine continentale, devrait toucher terre lundi dans la région autour de Shanghai. Les services météorologiques ont émis une alerte orange, soit le deuxième niveau le plus élevé en Chine avant l'alerte rouge. Par précaution, toutes les crèches et établissements scolaires de Shanghai seront fermés à compter de lundi après-midi, ainsi que mardi toute la journée, ont annoncé dimanche les autorités. Les deux aéroports de la capitale économique chinoise vont par ailleurs progressivement réduire les vols à partir de lundi minuit (dimanche 16H00 GMT) en vue d'une suspension totale, selon la télévision publique CCTV.

RUSSIE

4 morts dans le crash d'un petit avion de ligne (presse)

Au moins quatre personnes ont été tuées et cinq autres blessées dimanche lorsqu'un avion de ligne de modèle L-410 a brutalement touché terre dans la région russe d'Irkoutsk, selon la presse locale. Deux membres d'équipage et 14 passagers se trouvaient à bord de l'avion au moment de l'accident, a rapporté l'agence de presse RIA Novosti. Les sauveteurs travaillent sur les lieux, et un hôpital local est prêt à recevoir les blessés.

Les dangers environnementaux sont "le plus important défi" aux droits humains (Bachelet)

Les dangers environnementaux qui s'intensifient constituent "le plus important défi" pour l'exercice des droits humains, a affirmé lundi la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, à l'ouverture des travaux de la 48ème session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

"Les crises interdépendantes liées à la pollution, au changement climatique et à la biodiversité multiplient les dangers - amplifiant les conflits, les tensions et les inégalités structurelles, et rendant les gens de plus en plus vulnérables", a déclaré Michelle Bachelet.

"En s'intensifiant, ces menaces environnementales constitueront le plus

important défi pour l'exercice des droits humains de notre ère", a-t-elle affirmé, appelant les politiques à agir.

Mme Bachelet a souligné que cette "triple crise planétaire", liée notamment à l'action humaine, a déjà un large et direct impact sur toute une série de droits humains, tels que "les droits à une alimentation adéquate, à l'eau, à l'éducation, au logement, à la santé, au développement et même à la vie".

"La pollution - générée par les mêmes mo des de consommation et de production non durables que le changement climatique - est à l'origine d'un décès prématuré sur six", a-t-elle également relevé. Famine à Madagascar, désertification au

Sahel, submersion des côtes au Bangladesh, raréfaction des ressources en eau au Moyen-Orient, gigantesques incendies en Sibérie et en Californie, inondations en Chine et en Allemagne... Mme Bachelet a dressé une longue liste de crises environnementales qui mettent en danger la vie de larges pans de la population dans le monde.

"S'attaquer à la triple crise environnementale mondiale est un impératif humanitaire, un impératif de droits pour les droits humains, un impératif de consolidation de la paix et un impératif de développement", a affirmé Mme Bachelet.

Avant d'ajouter: "C'est également réalisable".

INDE

Au moins huit morts dans un accident de la route

Au moins huit personnes ont été tuées et cinq autres grièvement blessées dans une collision entre un véhicule léger et un camion dimanche dans le district de Chikkaballapur (sud-ouest), a annoncé la police. Le véhicule léger, qui aurait transporté 15 personnes à bord, se dirigeait vers la ville de Chintamani taluk lorsqu'elle a été heurté par le camion dont le conducteur avait perdu le contrôle.

Selon la police, sept personnes sont décédées sur le coup, une autre a succombé à ses blessures à l'hôpital.

Plus de 150.000 personnes meurent chaque année dans les accidents de la route en Inde. L'état des voies de circulation, la vétusté des véhicules et la conduite dangereuse sont mises en avant pour expliquer ces chiffres.

SALVADOR

Au moins cinq morts dans de fortes pluies

Au moins cinq personnes sont mortes au Salvador en raison de fortes pluies qui affectent le pays depuis vendredi, a annoncé dimanche la protection civile.

Parmi les victimes figurent une femme et trois enfants d'une même famille qui ont été emportés dans les flots d'une

rivière près de Cuisnahuat dans le département de Sonsonate, à environ 70 km à l'ouest de San Salvador, ont précisé les services de la protection civile sur Twitter.

Une alerte rouge (danger imminent) a été instaurée depuis vendredi pour les villes côtières de Tecoluca, Jiquilisco

et Puerto El Triunfo, à environ 90 km au sud-est de San Salvador.

D'autres départements comme ceux de Chalatenango au nord de San Salvador ou Ahuachapan et Sonsonate à l'ouest, sont placés en alerte orange par mesure de précaution et le reste du territoire,

est onze départements, est sous alerte jaune pour se préparer à une possible menace. Le président Nayib Bukele a averti d'une "possibilité très élevée de glissements de terrain" et demandé à la population de "collaborer" avec les autorités en matière de prévention.

FRANCE

Un mort, 4 blessés dans le crash d'un hélicoptère

Un mécanicien de la sécurité civile française est mort dimanche dans le crash d'un hélicoptère près de Villard-de-Lans (Isère) et quatre autres personnes ont été blessées, a indiqué le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin.

Il a précisé dans un tweet que le mécanicien était mort "dans l'accident d'un hélicoptère se rendant en intervention avec à son bord 5 personnes".

Dimanche en fin d'après-midi, la préfecture de l'Isère avait indiqué que l'hélicop-

terre s'était écrasé au sol avec à son bord cinq personnes, à proximité de cette commune située au coeur du massif du Vercors.

"Le mécanicien de l'hélicoptère a été déclaré décédé malgré les soins apportés par les secouristes", a-t-elle confirmé en début de soirée dans un communiqué.

Les autres membres de l'équipage - le pilote, un médecin du SAMU et deux gendarmes du PGHM (Peloton de gendarmerie de haute montagne) - ont été pris en charge par les équipes médicales et évacués vers

l'hôpital de Grenoble. L'un d'entre eux présente des blessures graves, les autres sont plus légèrement blessés, précise la préfecture.

Les opérations de secours "sont très minées et ont mobilisé d'importants moyens terrestres et aériens avec notamment le concours de trois hélicoptères en provenance de départements limitrophes", détaille-t-elle.

Les causes de l'accident sont pour l'heure "indéterminées".

NAAMA Les hôpitaux de la wilaya dotés de 20 concentrateurs d'oxygène

Les hôpitaux de la wilaya de Nâama ont été dotés de 20 concentrateurs d'oxygène dans le cadre d'une initiative visant à contribuer à faire face à la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. La wilaya de Nâama a réceptionné 20 concentrateurs d'oxygène dans le cadre d'un projet de solidarité de coopération entre l'association nationale "Djazair El-Kheir" et des associations de la communauté algérienne établie en France, a-t-on indiqué, soulignant que ces équipements ont été remis aux services Covid-19 des établissements de santé de la wilaya.

Les concentrateurs, d'une capacité de 10 litres, ont été mis à la disposition des hôpitaux "Mohamed Kadri" de Nâama, "Mohamed Boudiaf" d'Aïn Sefra et "Frères Chenaïa" de Mecheria, a-t-on précisé.

Les responsables des services concernés ont relevé "l'excellent contrôle" de l'opération d'approvisionnement des hôpitaux de la wilaya en oxygène médical, ajoutant que la cellule de wilaya veille à garantir et à suivre un approvisionnement "progressif et sans interruption" aux structures sanitaires en cette matière vitale. Les services de la wilaya ont souligné que grâce à la mobilisation des collectivités locales et des bienfaiteurs, pas moins de 60 concentrateurs d'oxygène ont été fournis et un générateur d'oxygène supplémentaire au niveau des structures sanitaires de la wilaya, ajouté à cela d'autres contributions attendues, dont des générateurs d'oxygène pour renforcer les capacités des hôpitaux en la matière.

BORDJ BOUARRÉRIDJ Réception d'un générateur d'oxygène pour l'hôpital de Mansourah

Un générateur d'oxygène a été réceptionné dimanche au profit de l'établissement public hospitalier (EPH) de la daïra de Mansourah à l'ouest de Bordj Bouarréridj, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

L'opération qui a été présidée par le chef de l'exécutif local Mohamed Benmalek, s'inscrit dans le cadre des efforts de la commission de solidarité de Bordj Bouarréridj visant la dotation de tous les hôpitaux de la wilaya en générateurs d'oxygène, selon la même source qui a indiqué que la station réceptionnée fonctionne avec une capacité de 50 m³ à l'heure et répond aux besoins de plus de 160 malades se trouvant dans un cas critique.

Des stations similaires seront "prochainement" montées dans les établissements hospitaliers des communes de Bordj Ghedir et de Medjana, a-t-on annoncé, rappelant que des équipements du genre avaient été déjà installés récemment aux hôpitaux Lakhdar Bouzidi, et Ahmed Ben Abid au chef-lieu de wilaya ainsi qu'à l'hôpital Mohamed Benani de la commune de Ras El Oued considérée comme la deuxième ville de la wilaya.

Cela, a estimé la même source, est en mesure de répondre aux besoins exprimés en la matière et rompre définitivement avec le problème de pénurie d'oxygène. La commission de solidarité de la wilaya de Bordj Bouarréridj a procédé dans le cadre des efforts de lutte contre la pandémie, à l'acquisition d'environ 500 concentrateurs d'oxygène pour utilisation individuelle en vue de les distribuer au profit des malades hospitalisés à domicile, a-t-on fait savoir. Récemment, 58 concentrateurs d'oxygène ont été attribués aux profs des habitants de la daïra de Mansourah (40 pour la commune d'El Mehir et 18 pour la commune de Mansourah) en attendant la distribution du restant du lot pour les autres communes.

TIZI-OUZOU 40% de la population cible vaccinée contre la Covid-19

40% de la population ciblée par la vaccination contre la Covid-19, a été vaccinée dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a rapporté dimanche la direction locale de la Santé.

Un total de 224.297 personnes ont reçu la première dose du vaccin contre la Covid-19 et 120.421 autres ont reçu la seconde depuis le lancement de l'opération de vaccination jusqu'à hier samedi, a-t-on indiqué.

La campagne nationale de vaccination, lancée le 4 septembre en cours, a permis d'augmenter le taux de vaccination dans la wilaya, avec pas moins de 42.871 personnes

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 233 nouveaux cas, 198 guérisons et 18 décès

Deux cent trente-trois (233) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 198 guérisons et 18 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, lundi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 200.301, dont 233 nouveaux cas durant les dernières

24 heures, celui des décès à 5.596 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 136.860 cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

CONSEIL DES MINISTRES Tebboune souligne l'impératif de vacciner tout le personnel du secteur de l'Education

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a mis en avant "l'impératif" de vacciner tout le personnel du secteur de l'Education nationale contre la pandémie de Covid-19, avant la rentrée scolaire, prévue pour le 21 septembre en cours, indique le communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, M.

Abdelmadjid Tebboune, après l'ouverture de la séance, la présentation de l'ordre du jour et l'exposé du Premier ministre sur l'action du Gouvernement durant la dernière quinzaine, et après avoir écouté



les exposés de Messieurs les ministres, a donné plusieurs instructions et orientations, dont l'importance de vacciner tout le personnel du secteur de l'Education nationale contre la pandémie de Covid-19 avant la rentrée scolaire". Le Président Tebboune a également sou-

ligné l'impératif de "trouver des solutions immédiates à la souffrance des élèves due au poids du cartable", "assurer une exploitation maximale des structures de l'Education et de l'Enseignement supérieur, et veiller à ne pas les soumettre aux horaires admi-

nistratives. Le Président de la République a confié au ministre de l'Intérieur le contrôle et le suivi continus des conditions de transport scolaire et son amélioration avec la garantie de meilleures prestations, notamment dans les zones d'ombre", ajoute le communiqué.

Le Président de la République a également donné, lors de cette réunion, des instructions pour "accélérer le lancement de l'Ecole nationale supérieure pour la formation d'enseignants spécialisés dans l'éducation des malentendants, sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique", et "valoriser la création de livres en braille pour les mathématiques et sciences, une première en Algérie", conclut le document.

VACCINS CONTRE LA COVID-19 Réception de 15 millions de doses de vaccins en octobre prochain (Derrar)

Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Alger, Dr Fawzi Derrar a annoncé, dimanche à Alger, la réception de 15 millions de doses de vaccins anti-covid en octobre prochain.

Dans une déclaration à l'APS, Dr Derrar a affirmé la conclusion d'un accord avec un laboratoire producteur du vaccin anti-covid, ce qui permettra la réception de 15 millions de doses en octobre prochain.

Il a ajouté qu'avec la réception de cette quantité qui viendra s'ajouter aux quantités précédentes, l'Algérie sera en mesure d'atteindre un taux de vaccination de 70% de la population,

soit 20 millions d'habitants conformément à l'objectif fixé par les autorités publiques. Il a rappelé, dans ce sens, la vaccination de 8 millions de personnes à ce jour, dont 3 millions ont reçu la deuxième dose du vaccin et 5 millions la première dose. Concernant les effets secondaires des vaccins acquis par l'Algérie, Dr Derrar a affirmé qu'il s'agit de "faibles séquelles qui varient d'une personne à une autre mais sans aucune gravité", arguant que mêmes les pays producteurs de ces vaccins ont démontré, à travers les tests cliniques qu'ils n'avaient pas des effets secondaires graves".

ORAN Entrée en production de l'unité d'oxygène médical de l'usine "RayanOx"

L'unité de production d'oxygène médical de l'usine "RayanOx", implantée à Béthioua à l'est d'Oran, est entrée dimanche en production, apprend-on de son gérant, Mohamed Amine Tazi.

Mise en service le 25 août écoulé par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, et le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, cette unité a renoncé des problèmes techniques ayant entravé sa réelle entrée en production, indique son gérant. Une équipe d'ex-

perts étrangers a été dépêchée pour veiller au démarrage de cette unité d'une capacité 100.000 litres par jour et la machine a été mise en branle dans la nuit de samedi.

Les premières quantités d'oxygène seront récupérées dans la nuit de ce dimanche, soit 24 heures après, explique M. Tazi.

L'usine est sensée régler "une fois pour toutes" les pénuries d'oxygène, dans la wilaya d'Oran et la région Ouest du pays, qui résultent de la forte

demande sur cette matière vitale, notamment au cours des pics de l'épidémie de la Covid-19, estiment les spécialistes.

Ce sont les services de la wilaya d'Oran qui assureront la distribution de l'oxygène médical produit par "RayanOx" aux établissements de santé de la wilaya, alors que l'excédent sera destiné pour couvrir les besoins des wilayas voisines, voire même celles des autres régions en cas de besoin, précise-t-on.

ner le plus grand nombre de citoyens se poursuivent avec le prolongement de la campagne nationale jusqu'au 17 septembre courant.

Et, 269 équipes médicales sont mobilisées, dont 149 au niveau de points de vaccination fixes et 120 équipes mobiles, a-t-on ajouté.

L'objectif est de vacciner 70 % de la population cible d'ici à la fin de l'année 2021, afin d'atteindre une immunité collective, selon la direction de la Santé.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

L'ÉPIDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 4.627.854 morts

Le Covid-19 a fait au moins 4.627.854 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé lundi par des sources officielles.

Plus de 224.558.780 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement

recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de dimanche, 6.105 nouveaux décès et 402.431 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont la Russie avec 719 nouveaux morts, les Etats-Unis (692) et l'Iran (487). Les Etats-Unis sont le plus touché tant en nombre de morts que

de cas, avec 659.975 décès pour 40.955.260 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 586.851 morts et 20.999.779 cas, l'Inde avec 442.874 morts (33.264.175 cas), le Mexique avec 267.748 morts (3.511.882 cas), et le Pérou avec 198.764 morts (2.161.086 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 603 décès

pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (311), la Bosnie (305), la Macédoine du Nord (300), le Monténégro (287) et la République tchèque (284).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisent 1.461.739 décès pour 43.966.780 cas, l'Europe 1.274.018 décès (65.041.142 cas), l'Asie 809.911 décès (52.034.613 cas), les Etats-Unis et le Canada 687.170 décès (42.496.355 cas), l'Afrique 202.912 décès (8.051.997 cas), le Moyen-Orient 190.248 décès (12.821.544 cas), et l'Océanie 1856 décès (146.350 cas).

EUROPE

L'entrée de voyageurs ayant reçu des vaccins non homologués à l'étude dans des pays européens (Derrar)

Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Alger, Faouzi Derrar a fait état, dimanche, d'études en cours dans certains pays européens à l'effet d'autoriser l'entrée, sur leur territoire, des personnes ayant reçu des doses de vaccins non encore recommandées pour leurs populations.

"Des études sont en cours actuellement dans certains pays notamment

européens à l'effet d'autoriser l'accès des étrangers ayant reçu des doses de vaccins anti-covid19 non encore approuvés sur leurs territoires", a précisé Dr. Derrar dans une déclaration à l'APS. Entre autres ces pays, le même responsable a cité l'Espagne qui a autorisé l'accès sur son territoire des étrangers ayant reçu des vaccins "non encore introduits dans certains pays euro-

peens", s'interrogeant sur les motifs de "l'inacceptation, par certains pays de l'espace Schengen, des étrangers ayant reçu des doses du vaccin chinois Sinovac, pourtant approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)". Concernant le vaccin russe "Sputnik", Dr. Derrar a indiqué que l'OMS examine la possibilité de lui donner l'approbation.

TANZANIE

De nouveaux centres de vaccination contre la COVID-19

La Tanzanie a fait passer le nombre de centres de vaccination contre la COVID-19 de 550 à 1.548 afin de permettre à la population de se faire vacciner en masse, a annoncé dimanche un haut responsable.

Selon Gerson Msigwa, porte-parole en chef du gouvernement tanzanien, des rapports préliminaires indiquent que de plus en plus de personnes se présentent dans les centres de vaccination pour y

recevoir une injection. La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a lancé une campagne de vaccination de masse contre la COVID-19 en juillet, assurant aux citoyens de ce pays d'Afrique de l'Est que les vaccins contre le coronavirus étaient sûrs. La vaccination de masse contre le virus a commencé le 3 août dans les 550 centres mis en place par le gouvernement dans les 26 régions de Tanzanie continentale,

après que le pays a reçu plus d'un million de doses de vaccin anti-COVID-19 grâce au mécanisme COVAX. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire à Dodoma, la capitale du pays, M. Msigwa a déclaré qu'au moins 350.000 personnes avaient jusqu'à présent été vaccinées contre le coronavirus. M. Msigwa a indiqué que le Fonds monétaire international (FMI) avait récemment approuvé une aide financière

d'urgence de 567,25 millions de dollars américains pour soutenir les efforts de la Tanzanie face à la pandémie de COVID-19, notamment en lui permettant de faire face aux coûts sanitaires, humanitaires et économiques les plus urgents.

Une partie de ces fonds sera également utilisée pour construire une usine de fabrication de vaccins, dont des vaccins contre la COVID-19, a-t-il ajouté.

JAPON

La vaccination rattrape celle des autres pays développés avec plus de 50%

Plus de 50% de la population japonaise a reçu deux doses de vaccin contre la COVID-19, a annoncé dimanche le ministre en charge de la lutte contre le nouveau coronavirus, Yasutoshi Nishimura.

"Si la vaccination se poursuit à son rythme actuel, elle dépassera les 60% d'ici la fin du mois", a déclaré M. Nishimura dans une émission télévisée. Même si le déploiement de la vaccination a été tardif au Japon par rapport aux autres écono-

mies développées, le gouvernement japonais s'est efforcé d'accélérer le processus avec l'objectif de finaliser le schéma vaccinal de toutes les personnes éligibles et souhaitant se faire vacciner d'ici début novembre. Selon le ministre, si 80% de la population était vaccinée, cela aurait un impact considérable sur les cas de COVID-19.

Le programme de vaccination au Japon a démarré en février avec les professionnels de santé, puis a été élargi aux per-

sonnes âgées de 65 ans et plus en avril avant de s'adresser aux personnes âgées de moins de 65 ans, qui ont commencé à recevoir leurs doses dans certaines municipalités et sur leur lieu de travail.

Alors que le système médical japonais est toujours sous pression en raison du très contagieux variant Delta, le gouvernement a décidé de prolonger l'état d'urgence à Tokyo et dans 18 préfectures à partir de lundi.

PORTUGAL

Fin de l'obligation du port du masque

Les autorités portugaises ont annoncé lundi que le port du masque ne sera plus obligatoire sur la voie publique dans ce pays qui affiche un des taux de vaccination les plus élevés au monde et une réduction du nombre de nouveaux cas de coronavirus. La mesure a été levée car le Parlement n'a pas prolongé la loi qui avait rendu le masque obligatoire dans la rue depuis fin octobre 2020. Le port du masque reste tout de même recommandé en cas de rassem-

blement ou lorsqu'il est impossible de respecter la distanciation sociale, a indiqué la direction générale de Santé dans une directive publiée lundi. "En dépit d'une couverture vaccinale élevée au Portugal et d'une situation épidémiologique qui rendent possible une stratégie d'assouplissement graduel des mesures de santé publique prises dans le contexte de la pandémie, l'usage du masque reste une importante mesure de contention de l'infection", a

souligné l'autorité sanitaire. Le masque reste ainsi obligatoire dans les espaces publics tels que les commerces, les transports en commun, les écoles ou les salles de spectacle. Pays d'environ 10 millions d'habitants, le Portugal compte près de 18.000 morts par Covid-19. La vague d'infections provoquée par l'arrivée du variant Delta a reflué de plus de 3.000 nouveaux cas quotidiens en juillet à moins de la moitié actuellement. Près de 80% de la population portu-

gaise est déjà totalement vaccinée, ce qui place le pays ibérique parmi les plus avancés au monde en ce domaine, à l'instar de Malte et des Emirats arabes unis. Lorsque le seuil des 85% de personnes vaccinées sera atteint, le gouvernement prévoit un nouvel allègement des mesures sanitaires, avec la fin des limites à l'occupation des restaurants, commerces et espaces culturels ou encore la réouverture des bars et des discothèques.

VACCINS

Le gouvernement britannique a "résilié" les commandes du candidat-vaccin de Valneva

Le laboratoire franco-autrichien Valneva a annoncé lundi avoir "reçu un avis de résiliation" de la part du gouvernement britannique concernant "l'accord de fourniture" de son candidat vaccin contre le Covid-19, dans un communiqué.

"Le contrat inclut une clause permettant au gouvernement britannique d'y mettre fin.

Il prétend que plus que Valneva a manqué à ses obligations, ce que Valneva conteste vigoureusement", indique, sans plus de détails, le laboratoire auquel le Royaume-Uni avait commandé 100 millions de doses pour 2021-2022.

Valneva utilise un vaccin à virus désactivé, une technologie plus classique que l'ARN, et qui sert notamment pour les vaccins contre la grippe chaque année. Il avait soumis en août sa demande d'autorisation auprès des autorités de santé britannique. Le laboratoire avait indiqué fin août que sur la base des essais de phase I et II, il espérait "avoir un vaccin qui soit efficace de manière supérieure à 80%". "Il va falloir le démontrer dans l'essai de phase III", avait souligné son directeur général Franck Grimaud. "Valneva a travaillé sans relâche, et s'est investi au maximum de ses capacités, dans sa collaboration avec le gouvernement britannique, notamment en engageant des ressources significatives et en montrant une très forte implication afin de répondre à [ses] demandes sur des vaccins adaptés aux variants", met en avant lundi le laboratoire.

Il indique qu'il "continue à être pleinement engagé dans le développement" de son candidat-vaccin, le VLA2001, et qu'il "va accroître ses efforts avec d'autres clients potentiels afin de s'assurer que son vaccin inactivé puisse être utilisé dans la lutte contre la pandémie". Valneva rappelle que les résultats des essais de phase III - destinés à prouver l'efficacité réelle d'un traitement avant une éventuelle mise sur le marché - "sont attendus au début du quatrième trimestre". Ces résultats "feront partie de la soumission progressive du dossier de demande d'autorisation conditionnelle de VLA2001 auprès de l'agence de santé britannique. Sous réserve des résultats de phase III et de l'approbation de l'agence de santé britannique, "Valneva pense qu'une autorisation initiale de mise sur le marché de VLA2001 pourrait être obtenue fin 2021".

GRÈCE

Rentrée scolaire: les élèves non-vaccinés doivent présenter un test négatif au coronavirus

Les enfants et adolescents grecs ont repris le chemin de l'école lundi, mais ils doivent, s'ils ne sont pas vaccinés, présenter un test négatif au coronavirus, à leur charge, comme tous les travailleurs de Grèce non vaccinés. Le jour de la rentrée scolaire coïncide avec l'entrée en vigueur de nouvelles mesures obligatoires pour les non-vaccinés âgés de 12 ans et plus. En premier lieu, la Grèce a mis en place le test obligatoire et payant pour tous les non-vaccinés, qu'ils soient employés du secteur public ou privé, élèves et étudiants, dans les moyens de transport ou les espaces fermés recevant du public.

Le coût des tests antigéniques et PCR, désormais à la charge des particuliers, a été plafonné par les autorités respectivement à 10 et 60 euros.

Les employés non vaccinés devront le soumettre électroniquement une fois par semaine mais les professeurs, étudiants et élèves de plus de 12 ans, ainsi que tous les professionnels du tourisme, de la culture et des médias devront être testés deux fois par semaine. La rentrée scolaire s'est faite en présentiel, lundi, et une classe n'e sera fermée que si plus de 50% des élèves sont positifs au coronavirus. "Notre allié est la stricte observation des mesures par tous et la meilleure arme est le vaccin", a déclaré le ministre de l'Education Niki Kerameus lundi sur les réseaux sociaux. Pour la première fois, un employeur a le droit de savoir quels employés sont vaccinés et lesquels requièrent un test. En Grèce, la vaccination est déjà obligatoire pour les personnels soignants et les employés des hospices pour personnes âgées et handicapées, sous peine d'être mis au chômage technique.

PESTICIDES QUEL EST LEUR IMPACT SUR NOTRE SANTÉ ?

L'Inserm vient de publier une expertise collective qui étudie le lien entre l'exposition aux pesticides et le développement de certaines maladies. On vous explique tout.

À l'heure actuelle, il y a environ 400 références de pesticides commercialisés en France : ces molécules sont utilisées en agriculture (mais pas seulement) pour lutter contre les insectes et les végétaux nuisibles. Il existe ainsi des pesticides fongicides (qui éliminent les champignons), des pesticides insecticides (qui éradiquent les insectes)...

Problème : depuis de nombreuses années, les pesticides sont soupçonnés de nuire à la santé humaine. Plusieurs études scientifiques ont ainsi établi des liens entre l'exposition aux pesticides et la survenue de certaines maladies – cancers, troubles de la fertilité, maladie de Parkinson, troubles respiratoires...

Les pesticides sont en effet capables de pénétrer dans l'organisme de 3 façons : par voie cutanée (à travers la peau), par voie respiratoire (lorsqu'on les inhale) et par voie alimentaire (via des aliments contaminés).

Face à ces inquiétudes, l'Inserm avait réalisé (en 2013) une première expertise collective intitulée "Pesticides : effets sur la santé". Cette expertise collective vient d'être actualisée : les experts de l'Inserm (des chercheurs multidisciplinaires) ont passé en revue plus de 5300 documents issus de la littérature scientifique internationale. Le but : examiner le lien entre une vingtaine de pathologies et les pesticides.

L'exposition professionnelle aux pesticides pourrait exposer à 6 pathologies

Les experts de l'Inserm se sont d'abord intéressés à l'exposition professionnelle aux pesticides : cela concerne les agriculteurs, mais aussi les maraîchers, les arboriculteurs, ainsi que les travailleurs saisonniers.

Première info : il existe un "lien de présomption forte" (c'est-à-dire : un ni-

veau de preuves jugé "élevé" pour l'Inserm) entre l'exposition professionnelle aux pesticides et le développement de 6 maladies :

Le lymphome non hodgkinien. Ce cancer du système lymphatique serait en particulier lié à l'exposition au malathion, au lindane, au DDT, au diazinon et aux organophosphorés ; pour d'autres pesticides (comme le glyphosate et le dicamba), le niveau de preuve est moins élevé, mais le lien pourrait exister.

Le myélome multiple. L'exposition à certains pesticides (comme la perméthrine, le carboaryl, le captane, le DDT et le glyphosate) fait l'objet d'une présomption de lien "faible" ou "moyenne" pour ce cancer de la moelle osseuse.

Le cancer de la prostate. L'exposition professionnelle au glyphosate pourrait "vraisemblablement" favoriser la survenue d'un cancer de la prostate chez les hommes ; pour d'autres pesticides (comme le fonofos, le terbufos, le malathion et l'aldrine), le lien est moins évident, mais pourrait exister.

La maladie de Parkinson. Il existe un lien (faible ou moyen) entre l'exposition professionnelle au paraquat et aux fongicides de la famille des dithiocarbamates (zinabe, ziram et mancooper) et la survenue de cette maladie neurodégénérative.

Les troubles cognitifs. Le lien entre l'exposition professionnelle aux pesticides et le développement de troubles cognitifs est jugé "fort" par les experts de l'Inserm.

Les maladies respiratoires. Un "lien de présomption forte" a été établi par l'Inserm pour l'exposition aux pesticides et le développement d'une BPCO (bronchopneumopathie obstructive) ou d'une bronchite chronique.

Les pesticides sont (aussi) dangereux pour les enfants



En cas d'exposition professionnelle aux pesticides de la mère pendant la grossesse, on observe un risque accru de leucémie aiguë chez l'enfant à naître. Lorsque c'est le père qui est exposé aux pesticides dans son environnement professionnel, avant la conception du bébé, il y a un risque plus important de leucémie aiguë lymphoblastique chez l'enfant. Enfin, lorsque l'un des deux parents (sans distinction) est exposé aux pesticides au travail pendant la période prénatale, le risque de tumeur du système nerveux central est plus élevé.

Les spécialistes de l'Inserm se sont également intéressés à l'exposition domestique aux pesticides : cela concerne

les personnes qui utilisent des biocides à la maison (insecticides pour le jardin, par exemple) ou qui vivent à côté d'une zone agricole régulièrement aspergée de pesticides.

Ils ont constaté une "présomption de lien forte" entre une exposition de la mère pendant la grossesse aux pesticides et le développement d'une leucémie aiguë chez l'enfant à naître. Le risque de développer une tumeur du système nerveux central est également plus important chez les enfants qui sont exposés aux pesticides pendant la grossesse ou pendant leurs premières années de vie.

Quels sont les pesticides les plus

dangereux pour la santé ? Selon les experts de l'Inserm, les pesticides les plus dangereux pour la santé sont les organophosphorés (ce sont des insecticides : dans cette famille, on trouve notamment le fonofos, le glyphosate, les SDHi (des fongicides à large spectre), les pyréthrinoides ou encore le chlordane.

Si certains de ces pesticides ont pu être interdits en France (comme le chlordane, qui n'a été utilisé qu'entre 1973 et 1993 dans les Antilles), l'Inserm précise que leur impact sur la santé est toujours visible : "ce sont les molécules d'hier qui font les maladies chroniques d'aujourd'hui".

PESTICIDES : QUELS FRUITS ET LÉGUMES SONT LES PLUS TOUCHÉS ?

L'ONG Générations futures vient de publier un rapport sur la présence de pesticides dans les fruits et les légumes non-bio. Résultat, près des trois-quarts des fruits, et la moitié des légumes, contiendraient des résidus de pesticides.

Le raisin serait le fruit le plus contaminé par les pesticides. C'est ce que montre un rapport de l'ONG Générations futures, basé sur les données fournies par la Direction générale de la Répression des Fraudes (DGCCRF), allant de 2012 à 2016. Au total, ce sont 19 variétés de fruits et 33 variétés de légumes qui ont pu être étudiées. L'ONG a alors établi un classement en fonction de la fréquence des résidus de pesticides et du dépassement des limites autorisées.

De ces analyses, il en est ressorti que 73 % des fruits, et 41 % des légumes, contenaient des résidus de pesticides. Chez les fruits, 2,7% des échantillons contenaient un taux de résidus supérieur aux limites autorisées, contre 3,5% pour les légumes. Sur le podium des fruits, la médaille d'or revient au raisin, avec 89% des échantillons qui présentaient des traces de pesticides. Les clémentines et mandarines remportent la médaille d'argent avec 88,4% et ce sont les

cerises qui montent sur la 3ème marche avec 87,7%. Ces dernières ne sont pourtant pas sans reste puisque 6,6% des échantillons de cerises contenaient des taux de pesticides supérieurs aux limites autorisées, suivi par les mangues et les papayes avec 4,8%.

Du côté des légumes, c'est le céleri branche qui contenait le plus de traces de pesticides (84,6% des échantillons), suivi d'un peu plus loin par les herbes fraîches (74,5%), et les endives (72,7%). Ce qui est le plus étonnant, dans le mauvais sens, c'est que 29,4% des échantillons d'herbes fraîches (hors persil, ciboulette et basilic) dépassaient les valeurs de pesticides autorisées. 16% des échantillons de céleri branche se trouvaient également dans ce cas.

Ce rapport est fait heureusement pas état que des mauvais élèves. On peut y retrouver, tout en bas du classement, le maïs et l'asperge avec respectivement 1,9% et 3,2% des échantillons qui contenaient des pesticides. Pour les fruits, ce sont l'avocat et le kiwifruit obtiennent les meilleurs résultats, avec des taux qui restent pourtant élevés : 23% et 27%. Pour limiter sa consommation de pesticides, il est donc préférable d'acheter des fruits bio !



Jusqu'à 17 pesticides dans nos sachets de thé

L'association * 60 millions de consommateurs * vient de publier une étude sur la composition des sachets de thé. Tous contiennent des pesticides, même ceux d'origine biologique.

On ne compte plus les bienfaits du thé, qu'il soit noir ou vert. Pourtant cette plante, adored par plus de la moitié des Français, n'a pas que des 20/20. L'association * 60 millions de consommateurs * vient de lui faire passer le test des pesticides et elle n'a effectivement pas eu une bonne note...

LES FEUILLES NE SONT PAS NETTOYÉES

Sur les 16 théis noirs et les 10 théis verts en sachet, de différentes marques, qui ont été analysés, absolument tous contiennent des pesticides ! Pour certain, jusqu'à 17 pesticides différents ont été retrouvés. Cela s'explique par le fait que les feuilles de thé ne sont pas nettoyées après la récolte afin de garder toutes les saveurs. Benjamin Douriez, rédacteur en chef de * 60 millions de Consommateurs * et interviewé au micro d'Europe1, rassure toutefois en précisant que les quantités sont faibles et le plus souvent en dessous des limites autorisées.

La grande surprise concerne les sachets de thé biologiques. Eux aussi contiennent des traces de pesticide chimique, mais néanmoins en quantité plus faible que les autres produits. Un thé biologique sort quand même du lot en dépassant la valeur limite autorisée. Cela se justifie par le fait que les pesticides voyagent aussi dans l'air et peuvent passer d'un champ à l'autre.

ABSENCE DE RÉGLEMENTATION POUR UNE MOLÉCULE TOXIQUE

Aux pesticides retrouvés, se rajoute une molécule naturelle mais toxique : falcatoxide. Patricia Chairopoulos, journaliste dans l'association, explique chez Europe 1 que si le thé est mal traité lors de la récolte, des mauvaises herbes peuvent se mélanger aux feuilles et sécréter ces molécules jugées cancérigènes pour l'homme. Le souci avec les alcaloïdes, c'est qu'il n'existe aucune réglementation. C'est d'ailleurs pour cela que la marque Kusmi Tea avait choisi de retirer, en début d'année, plusieurs de ces produits pouvant contenir jusqu'à 380 fois la dose à laquelle cette substance pourrait être nocive pour la santé. Les spécialistes conseillent de changer régulièrement de marque de thé, au moins une fois par mois, afin d'éviter une consommation trop importante de produits dangereux.

PESTICIDES PENDANT LA GROSSESSE UN RISQUE POUR LE CERVEAU DES ADOS

Des chercheurs américains ont étudié l'impact d'une exposition importante aux pesticides organophosphorés pendant la grossesse.

Principalement utilisés dans le monde agricole, les pesticides organophosphorés (Malathion, Parathion, Chlorpyrifos, Diazinon) sont des insecticides neurotoxiques qui éliminent les insectes et les vers. Ils ont également un usage domestique : on les retrouve ainsi dans certains traitements contre les poux ou contre les puces chez les animaux.*

Selon une récente étude conduite par des chercheurs de la University of California (aux États-Unis), une exposition prénatale importante aux pesticides organophosphorés aurait toutefois des conséquences sur la santé de l'enfant à naître, en particulier au niveau du cerveau.

Les chercheurs ont travaillé avec 95 adolescents âgés de 15 à 17 ans toujours vécu dans l'État de Californie. Vingt ans plus tôt, d'autres chercheurs avaient évalué l'exposition aux pesticides organophosphorés de leurs mères à partir de données officielles émanant du California Pesticide Use Reporting Program.

LES PESTICIDES ORGANOPHOSPHORÉS ONT UN IMPACT SUR LE CERVEAU

Les adolescents ont été examinés via une imagerie spectroscopique proche infrarouge (fSFI), une technique qui



consiste à observer les flux sanguins dans le cerveau et donc, l'oxygénation des différentes régions cérébrales.

Verdict ? Les chercheurs américains ont remarqué que les adolescents ayant subi une importante exposition prénatale aux pesticides organophosphorés présentaient une

oxygénation moins importante du cortex préfrontal (qui est impliqué dans le langage, le raisonnement, la mémoire visuelle...) mais un flux sanguin plus important au niveau du lobe temporal (mémoire à long terme, audition...) et du lobe pariétal (cinq sens, attention...).

Les chercheurs expliquent ce

déséquilibre par une potentielle compensation du cerveau, qui "travaillerait" davantage au niveau des lobes pariétal et temporal pour compenser une "perte" au niveau du cortex préfrontal, celle-ci étant sans doute liée à l'exposition prénatale importante aux pesticides organophosphorés.

Les pesticides nuisent à la fertilité féminine

Les résidus de pesticides dans les fruits et légumes affectent les chances de grossesses pour les femmes qui suivent un traitement contre l'infertilité. Manger des fruits et des légumes avec des résidus élevés de pesticides serait associé à une probabilité plus faible de grossesse à la suite d'un traitement contre l'infertilité féminine, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale JAMA, le Journal of the American Medical Association.

Les chercheurs de l'école de santé publique Harvard TH Chan aux États-Unis ont mené une étude avec 325 femmes ayant rempli un questionnaire sur leur alimentation et leur programme de procréation médicalement assistée dans le cadre de l'étude EARTH dans un centre de fertilité d'un hôpital universitaire de Boston entre 2007 et 2016.

Les chercheurs ont classé les fruits et les légumes comme ayant des résidus de pesticides élevés ou faibles en utilisant une méthode

basée sur des données de surveillance du ministère de l'Agriculture des États-Unis. Pour établir l'impact des pesticides sur la fertilité, ils ont mis en lien la consommation de fruits contaminés et le nombre de grossesses confirmées et de naissances vivantes par cycle de traitement de fertilité.

Les résultats de l'étude ont révélé que manger des fruits et de légumes riches en résidus de pesticides (par exemple, les fraises et les épinards crus) était associé à une plus faible probabilité de grossesse et d'accouchement après un traitement contre l'infertilité.

"En conclusion, l'ingestion des fruits et légumes riches en pesticides était associée à des probabilités plus faibles de grossesse clinique et de naissance vivante chez les femmes subissant un traitement d'infertilité. Nos résultats sont cohérents avec des études animales montrant que l'ingestion de pesticides à faible dose peut nuire à la fertilité", explique Jorge Chavez, auteur de l'étude.



COMMENT BIEN LAVES SES FRUITS ET LÉGUMES ?

Pour préserver au mieux leurs vitamines et les débarrasser au max des résidus de pesticides, voici quelques conseils :

-On commence par les brosser pour ôter la saleté (terre, poussière...) ainsi qu'une partie des résidus de pesticides et des germes.

-Puis on les rince à l'eau, éventuellement additionnée d'un peu de vinaigre blanc, et on les égoutte dans une passoire, un linge ou du papier absorbant (pour les herbes aromatiques par exemple).

-Dans tous les cas, on évite de les laisser tremper

dans l'eau trop longtemps au risque qu'ils perdent une partie de leurs sels minéraux et de leurs vitamines.

-Et pour les fruits qu'on peut manger avec la peau (pommes, poires...) on fait l'effort de les acheter bio.

NIGERIA

12 membres des forces de sécurité tués lors d'une attaque dans le nord-ouest

Des hommes armés ont tué 12 membres des forces de sécurité nigérianes lors de l'attaque d'une base militaire dans l'Etat de Zamfara (nord-ouest du pays), avant de voler des armes et d'incendier des bâtiments, ont indiqué lundi deux sources sécuritaires.

L'identité des auteurs de l'attaque qui s'est produite samedi à Mutumji n'a pas été précisée dans l'imédiat, mais des opérations militaires sont en cours contre des bandes criminelles à Zamfara, notamment accusées de plusieurs enlèvements de masse ces derniers mois.

Les télécommunications ont été coupées à Zamfara et dans certaines parties de l'Etat voisin de Katsina pour empêcher les groupes armés d'échanger entre eux sur les mouvements de troupes.

"Les assaillants ont pris d'assaut la base vers 10h30 (locales) et ont engagé les troupes dans une violente fusillade", a déclaré une source sécuritaire.

"Ils ont pris le dessus sur les troupes et tué 12 personnes, neuf membres de la marine, un soldat et deux policiers", a ajouté cette source.

Une deuxième source au sein des forces de sécurité a confirmé ce bilan.

Mutumji, dans le district de Dansadau, à environ 80 kilomètres de la capitale de l'Etat, Gusau, est une base militaire stratégique pour la logistique et la reconnaissance dans la lutte contre les bandes armées de la région.

Dans le nord-ouest du Nigeria, les terroristes qui mènent depuis 12 ans une insurrection ayant fait 40.000 morts, attaquent régulièrement les bases militaires de l'Etat de Borno.

Plus récemment, les bandes criminelles lourdement armées qui pillent les villages et kidnappent les habitants contre rançon dans les Etats du nord-ouest et du centre ont elles aussi commencé à s'en prendre à des cibles militaires.

En juillet, des hommes armés ont abattu un avion de l'armée de l'air au-dessus de Zamfara alors qu'il rentrait d'une opération.

Le pilote s'est éjecté indemne et a réussi à échapper aux assaillants.

Des hommes armés ont également attaqué une académie militaire qui forme l'élite du pays dans l'Etat de Kaduna le mois dernier, tuant deux officiers et en enlevant un autre lors d'un raid symbolique contre les forces armées.

Des hommes armés libèrent 240 détenus d'une prison à Kogi

Des hommes lourdement armés ont pris d'assaut une prison dans l'Etat de Kogi, dans le centre du Nigeria, dans la nuit de dimanche à lundi et ont libéré 240 détenus, a annoncé lundi un porte-parole de l'administration pénitentiaire.

L'identité des assaillants restait inconnue. Le centre et le Nord-Ouest du Nigeria sont terrorisés par des gangs criminels depuis des années.

"Le centre de détention de moyenne sécurité de Kabba, dans l'Etat de Kogi, a été attaqué par des hommes armés qui n'ont pas encore été identifiés et 240 détenus ont été libérés par la force", a déclaré Francis Enobore, porte-parole de l'administration pénitentiaire nigérienne, dans un communiqué.

Vers 22H45 GMT dimanche, des assaillants venus en nombre "ont engagé de violents échanges de tirs avec les gardes armés" de la prison, selon lui.

Les hommes armés ont ensuite envahi la prison, où se trouvaient 294 personnes en détention dont 224 en attente d'être jugées.

Des recherches étaient en cours lundi pour retrouver les détenus évadés, a précisé M. Enobore. Des évasions de prisonniers de grande ampleur ne sont pas rares au Nigeria.

Le 5 avril, lors d'une attaque audacieuse, des hommes armés avaient pris le QG de la police d'Owerri (Sud-Est du Nigeria, capitale de l'Etat d'Imo) et libéré plus de 1.800 prisonniers.

Les forces de sécurité nigérianes sont souvent surmenées et débordées, faisant face à une insurrection terroriste depuis 12 ans dans le Nord-Est et de l'agitation séparatiste dans le Sud-Est.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Le Parti Communiste Français réitère sa solidarité avec la juste lutte du peuple sahraoui

Le secrétaire national du Parti Communiste Français (PCF), Fabien Roussel, a réitéré la solidarité de son parti avec "la juste lutte du peuple sahraoui", après avoir reçu dimanche à Paris, une délégation sahraouie conduite par Mohamed Sidati, membre du secrétariat national et Représentant du Front Polisario en France.

Le responsable communiste a réitéré la solidarité du PCF avec "la juste lutte du peuple sahraoui", indique un communiqué du PCF, publié à l'issue de la réception organisée par le parti à l'occasion de la Fête de l'Humanité à laquelle la délégation sahraouie a pris part.

Il a, à cette occasion, rappelé que "la politique française au Sahara occidental doit se départir d'un parti pris en faveur de l'occupation, un parti pris aux conséquences

néfastes, et se conformer au droit international", avant d'ajouter: "car il y va de la paix et de la stabilité au Maghreb...", souligne le texte. D'après le communiqué, le combat du peuple sahraoui a été souligné par plusieurs intervenants lors des débats qui ont jalonné la Fête de l'Humanité. Par ailleurs, des associations des communautés sahraouies en France ont animé des stands consacrés au peuple sahraoui, à sa culture et à sa résistance contre l'oppression



et la répression dans le territoire du Sahara occidental occupé par le Maroc depuis 1975, selon la même source.

MALI

Quatre morts dans l'explosion d'une mine à bankass

Quatre personnes ont trouvé la mort dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à bankass dans la région de mopiti (centre du mali), a indiqué lundi le maire de bankass, moulaye kassaye. "Hier, entre 16 heures et 17 heures, le véhicule quittait Mopti pour Bankass, arrivé au niveau du Pont Parou, le véhicule a sauté sur une mine", a expliqué la même source ajoutant que les quatre

passagers sont morts sur le champ.

Dimanche, cinq militaires maliens ont été tués dans une embuscade tendue par des terroristes dans le centre du Mali, a annoncé l'armée malienne.

Une patrouille de militaire maliens a "énergiquement réagi à une embuscade tendue par un groupe armé terroriste non encore identifié" à la mi-journée

dans le cercle de Macina, a affirmé l'armée dans un communiqué. Elle a fait état d'un bilan provisoire de cinq morts dans ses rangs et de trois parmi les terroristes.

De plus, cinq véhicules militaires maliens ont été brûlés et trois véhicules des assaillants ont été détruits, selon la même source. Le Centre du Mali connaît ces dernières années une recrudescence de la violence.

NIGER

De plus en plus d'enfants tués ou recrutés par les groupes terroristes

De plus en plus d'enfants sont tués ou recrutés par les groupes armés terroristes au Niger, en particulier dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Mali où les attaques terroristes se multiplient ces derniers mois, a dénoncé lundi Amnesty International.

"Dans la région de Tillabéri, au Niger, une génération entière grandit entourée par la mort et la destruction.

Des groupes armés ont attaqué à maintes reprises des écoles et des

réserves de nourriture et ciblent des enfants lors de leur recrutement", a déclaré Matt Wells, directeur adjoint à Amnesty International.

L'ONG publie lundi un rapport de 64 pages sur les répercussions croissantes du conflit sur les enfants dans la région de Tillabéri.

Cette zone dite des "trois frontières" est la cible récurrente d'attaques de deux groupes armés terroristes : l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'is-

lam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al Qaïda.

Selon la base de données sur le lieu et le déroulement des conflits armés (ONG, ACLED), citée dans le rapport d'Amnesty, les violences contre les civils au Niger ont fait 544 morts entre le 1er janvier et le 29 juillet 2021, contre 397 en 2020.

Une soixantaine d'enfants ont été tués dans la partie nigérienne de la zone des trois frontières, ajoute Amnesty qui cite plusieurs témoignages d'adolescents rescapés.

Si les massacres à grande échelle semblent être plutôt le fait de l'EIGS selon le rapport, Amnesty dénonce également le recrutement de jeunes garçons de 15 à 17 ans, principalement par le GSIM, en particulier dans le département de Torodi près du Burkina Faso. Les attaques contre les écoles sont également nombreuses, selon Amnesty qui dénombre plus de 31.000 enfants déscolarisés dans la région de Tillabéri, 10.000 de plus que l'an dernier.

CÔTE D'IVOIRE

Recensement de la population du 1^{er} au 21 novembre 2021

La Côte d'Ivoire va procéder au recensement de sa population du 1er au 21 novembre 2021, a déclaré le ministre ivoirien du Plan et du développement, Kaba Nialé.

L'opération de dénombrement de la population qui se fera du 1er au 21 novembre 2021, se déclinera en trois principales activités, à savoir le recrutement du personnel de terrain, la formation du personnel de terrain et la collecte des données, a indiqué la semaine

dernière Mme Nialé. Il mobilisera environ 40.000 agents de terrains qui seront chargés durant 21 jours de sillonner tous les campements, hameaux et villages afin de collecter les données sur l'ensemble de la population, a-t-elle relevé.

Le processus de recrutement de ce personnel a été lancé le 10 août 2021 lors d'une conférence de presse animée par Mme Kaba Nialé et le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'in-

sertion professionnelle et du service civique, Mamadou Touré. Il est prévu s'achever le 21 septembre 2021. Ce recensement de la population (RP 2021) est le cinquième que la Côte d'Ivoire organise et fait suite au quatrième recensement qui s'est déroulé en 2014. Il a été institué par un décret en août 2018 et comprend un Conseil national du recensement (CNR) présidé par le Premier ministre.

LIBAN Première réunion du nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement libanais, formé après 13 mois de vide, a tenu lundi sa première réunion pour se pencher sur les tâches colossales qui l'attendent dans un pays en plein effondrement économique depuis deux ans.

La séance a débuté à 11h00 (08h00 GMT) au palais présidentiel, en présence du président Michel Aoun et du Premier ministre Najib Mikati.

Le gouvernement a formé un comité chargé de rédiger la déclaration ministérielle, qui sera ensuite présentée au Parlement lors de la séance de vote de confiance au nouveau gouvernement, a indiqué l'agence nationale de l'information (ANI).

Le Liban était sans nouveau gouvernement depuis la démission du cabinet de Hassan Diab dans la foulée de l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth le 4 août 2020. Ce retard a aggravé la crise économique, qualifiée par la Banque mondiale d'une des pires au monde depuis 1850.

Parmi les innombrables défis, le nouveau gouvernement devra parvenir rapide-



ment à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), étape incontournable pour une sortie de crise.

"J'espère que le comité ministériel veillera à ce que la déclaration ministérielle

inclue la poursuite des négociations avec le FMI", a déclaré lundi Michel Aoun.

A court de devises étrangères et en défaut de paiement sur sa dette, le pays connaît depuis des mois de graves pénuries de carburant, de médicaments et de

courant touchant à tous les aspects de la vie quotidienne.

Le nouveau cabinet devra également préparer le terrain aux élections législatives prévues en mai 2022.

FRANCE Un ancien proche de Macron devant la justice

Un ancien proche collaborateur d'Emmanuel Macron, le franco-marocain Alexandre Benalla, est jugé lundi à Paris, trois ans après la tempête politique que les révélations sur ses agissements avaient déclenchée.

L'affaire Benalla, une cascade de révélations mettant en lumière les agissements de cet homme au cœur du dispositif de sécurité du président français, a secoué la première partie du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Aujourd'hui âgé de 30 ans et reconverti dans le privé, l'ancien collaborateur est jugé jusqu'au 1er octobre, à sept mois du premier tour de la présidentielle.

Il devra s'expliquer sur un premier volet d'agissements qui lui sont reprochés, son action violente contre des manifestants alors qu'il ne faisait pas partie des forces de l'ordre et l'utilisation de passeports diplomatiques et de service.

Le 1er mai 2018, présent dans le dispositif des forces de sécurité comme observateur, coiffé d'un casque des

forces de l'ordre, cet inconnu du grand public était filmé en train de molester des manifestants en marge d'une manifestation émaillée de violences en plein cœur de Paris.

Le journal Le Monde révélait l'affaire au cœur de l'été 2018, précisant qu'il n'avait été sanctionné que d'une suspension de 15 jours et qu'il possédait toujours un bureau à l'Élysée.

Très vite, l'opposition dénonçait avec virulence une "affaire d'Etat", le Parlement était paralysé et une enquête judiciaire ouverte.

Les mois suivants avaient été rythmés par une cascade de révélations et par les auditions, jusqu'au sommet de l'Etat, des commissions d'enquêtes parlementaires.

Depuis visé par six enquêtes judiciaires, dont une classée sans suite, Alexandre Benalla fera face pour la première fois à un tribunal pour "violences volontaires en réunion" et "immixtion sans titre dans l'exercice d'une fonction publique" notamment.

Il lui est reproché, comme à son ami

Vincent Crase filmé à ses côtés le 1er mai, leurs gestes sur trois manifestants. Alexandre Benalla a toujours nié tout "tabassage", affirmant avoir eu une "réaction de citoyen" en "interpellant" des personnes "venant de commettre un délit". Il devra aussi répondre de l'utilisation de deux passeports diplomatiques après son limogeage des services de la présidence, lors de voyages en Afrique et en Israël.

Il est aussi soupçonné d'avoir obtenu un passeport de service en produisant un faux - ce qu'il conteste.

Il comparaitra en outre pour "port d'arme" non autorisé, sur la base d'une photo de 2017 révélée par Mediapart, où il apparaît avec ce qui semble être un Glock, ne respectant pas les conditions de son autorisation de port d'arme.

Le couple de manifestants filmés a été condamné en 2019 à une amende de 500 euros pour avoir lancé des projectiles sur les forces de l'ordre - un "acte irréfléchi", ont-ils regretté à leur procès.

ARGENTINE Primaires législatives : l'opposition arrive en tête

Les candidats de l'opposition de droite sont arrivés en tête des élections primaires pour les législatives du 14 novembre prochain en Argentine, selon les résultats officiels provisoires rendus publics dimanche soir.

La loi électorale en Argentine oblige les partis politiques à organiser ces primaires "ouvertes, simultanées et obligatoires" (PASO) qui permettent de définir les candidats officiels qui seront en lice pour les législatives.

La coalition "Ensemble pour le changement", conduite par l'ancien président Mauricio Macri, a remporté la majorité des voix dans les grands centres urbains du pays (Buenos Aires, Cordoba, Mendoza) et dans 17 des 24 provinces que compte le pays.

Dans la ville de Buenos Aires, les deux listes qui se disputaient la candidature de la coalition "Ensemble pour le changement" ont totalisé plus de 48% des voix, soit le double des voix obtenus par la coalition au pouvoir "Le Front de Tous".

Deux grandes surprises de cette élection sont particulièrement commentées : l'avantage de 5 points (38%) obtenu par l'opposition face à la coalition au pouvoir dans la province de Buenos Aires, qui concentre quelque 38% des électeurs du pays et occupe de ce fait une place centrale sur l'échiquier électoral.

La deuxième grande surprise est la chute de la coalition au pouvoir dans son bastion électoral de la province de Santa Cruz avec 12 points de différence (26% contre 38% pour l'opposition).

Commentant ces résultats provisoires, l'ancien président Mauricio Macri a estimé qu'il s'agit d'un message clair pour "la fin du populisme", ajoutant que les Argentins ont dit "assez pour le mensonge, pour l'inéptie et pour la mauvaise gestion" de la pandémie.

Pour sa part, le président Alberto Fernandez a reconnu la défaite de la majorité dans ce test grandeur nature, en promettant d'écouter les doléances des électeurs avant les législatives prochaines.

"Nous n'avons pas fait quelque chose de bien pour que les gens ne nous accompagnent pas tel que nous l'aurions souhaité", a affirmé le chef de l'Etat devant ses partisans visiblement irrités par l'ampleur de la défaite.

"Nous écoutons tous le verdict du peuple. Evidemment, il y a des erreurs que nous avons commises, nous apprenons des erreurs.

De toute évidence, il y a une demande que nous n'avons pas satisfaite et à laquelle nous serons attentifs dès demain", a promis Alberto Fernandez.

Quelque 67% des 34 millions d'électeurs se sont rendus dimanche aux urnes, selon le ministère de l'Intérieur.

Les législatives de mi-mandat prévues en novembre prochain devront renouveler la moitié de la Chambre des députés (127 sièges) et le tiers du Sénat (24).

Selon les premières analyses, la majorité pourrait perdre la quorum au Sénat si le vote de ce dimanche se répète à l'identique le 14 novembre prochain, ce qui pourrait annoncer "un tsunami de l'opposition qui présage des heures dramatiques pour le gouvernement", selon l'éditorialiste du grand quotidien La Nacion.

APS

BRÉSIL Des centaines de manifestants contre Bolsonaro

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dimanche contre le président brésilien Jair Bolsonaro à l'appel de mouvements de droite, quelques jours après de massives mobilisations de soutien au dirigeant d'extrême droite.

Les manifestations, à Rio de Janeiro et dans d'autres villes, se sont déroulées à l'appel de groupes de droite, comme le Mouvement Brésil Libre (MBL) et Vem Pra Rua (Vnez dans la rue, VPR), qui avaient poussé en 2016 à la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff (Parti des travail-

leurs, PT) et défendent aujourd'hui une "troisième voie" pour les élections présidentielles de 2022 sous le slogan "Ni Bolsonaro ni Lula".

Les organisateurs s'attendaient à de grandes manifestations, mais sans le soutien de partis comme le PT de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, le rassemblement est resté limité.

A Rio de Janeiro, quelques centaines de personnes se sont rassemblées sur la plage de Copacabana, beaucoup portant des t-shirts blancs en signe de neutralité politique, mêlant

drapeaux brésiliens (identifiés à la droite), couleurs LGBT et t-shirts "Lula 2022".

A Sao Paulo (est), plusieurs centaines de manifestants vêtus de blanc se sont rassemblés sur l'avenue Paulista, où Bolsonaro avait réuni quelque 125.000 partisans mardi.

"Ici, nous ne sommes pas en faveur de Lula ou de Bolsonaro.

Je suis consterné par le nombre de personnes qui sont venues soutenir un président qui n'a rien fait pour le pays, qui n'a apporté que des conflits", a déclaré Ivete Ramalho, ingénieur civil de 64 ans.

APS

MUSIQUE - RADIO

La radio algérienne remporte le premier prix du Concours de la Musique et de la Chanson arabes en Tunisie

La Radio algérienne a remporté le premier prix de la 13^{ème} édition du concours de la Musique et de la Chanson arabes, organisé en Tunisie du 6 au 8 septembre en cours, à travers un morceau intitulé "Djawla", composé et distribué par l'artiste Tayeb Drifoul, du cercle musical de la Radio algérienne, lit-on sur le site de la Radio.

La direction générale de l'Union des radios des pays arabes a souligné dans un message de félicitations au directeur général de la Radio algérienne, M. Mohamed Baghali, que le morceau musical sera présenté sur scène durant la cérémonie du lancement de la 21^{ème} édition du Festival arabe de la Radio et de la Télévision.

Dans une déclaration à la Radio, l'artiste radiophonique Tayeb Drifoul a exprimé sa joie après cette reconnaissance qui honore la Radio algérienne et l'Algérie tout entière.

Dans son morceau, M. Drifoul a mélangé plusieurs modes musicaux arabes, avec une touche occidentale dans une harmonie orchestrale, qui a suscité l'intérêt des jurys.

Le Directeur général de la Radio algérienne, Mohamed Baghali a exprimé sa satisfaction de cette réussite et qui a honoré l'institution en question ainsi que ses talents dans les différents domaines. M.

Baghali a souligné que cette récompense méritée serait un point de plus dans le parcours rayonnant de la Radio algérienne, et n'est qu'un début dans les prochaines participations radiophoniques.

"L'Algérien est connu par son esprit de compétitivité et de triomphe. Il gagne toujours quand les moyens de création lui sont disponibles dans un climat de transparence, tenu par des critères sérieux", a-t-il estimé. Pour rappel, l'Égyptien Tarek Abbas a remporté le deuxième prix dans le même concours pour son morceau Nostalgie orientale.

Quant au troisième prix, il a été décerné à André El Hadj, de la Radio libanaise intitulée Air de la liberté.

Concernant la chanson, la Radio égyptienne s'est emparée du premier prix, pour "Je dois exister", composée par Imad Hassen, distribuée par Ihab Abdessalam, avec Midhat Saleh au microphone. Le



deuxième prix a été attribué à la Radio omanaise, pour la chanson Rêve de route, composée par Hichem Bennacer Essakri, avec la distribution

d'Assaad Raissi et le chant de Nawel El Boussadia. Finalement un prix d'honneur a été décerné à la chanson "nous sommes la vie, nous

sommes le pouls de la vie, de la radio palestinienne", composée par Khaled Saker, elle a été distribuée par Ramy Arafat et le chant de Nour Fritekh.

RADIODIFFUSION

Radio Mostaganem commence la diffusion de ses programmes en H 24

La radio nationale depuis Mostaganem a entamé, dimanche, la diffusion en H 24 de ses programmes, a-t-on appris de la directrice de cet établissement de communication, Fatima Zohra Belhadj Yousfi.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Belhadj Yousfi a indiqué que "l'extension de la diffusion de la radio locale de Mostaganem intervient dans le cadre des efforts

de la Direction générale de la Radio nationale visant à diversifier le contenu des programmes radiophoniques et la présence permanente au cœur des événements nationaux et locaux, et garantir le droit des citoyens à une information objective et complète".

La radio locale a mis en place une grille comprenant près de 55 programmes (directs et

enregistrés) en fonction du rôle de cette établissement de communication de proximité dans le cadre du service public, notamment dans les domaines du développement local et de la transmission des préoccupations des citoyens.

Concernant l'amplification de la transmission, la même responsable a fait savoir que Radio Mostaganem diffuse, actuellement, à travers

trois équipements de transmission à Hachem, Cho uachi et Bouguirat d'une capacité entre 100 et 250 watts et 2,5 kilowatts et s'est renforcée avec trois équipements de transmission d'une capacité de 50 watts pour couvrir les zones d'ombre des communes de Sidi Lakhdar et Achâacha, ainsi que Djebel K'har (Montagne des lions) dans la wilaya d'Oran.

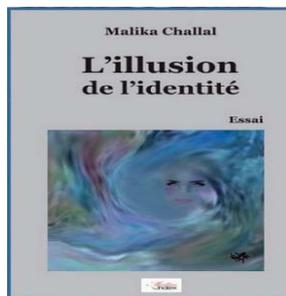
LITTÉRATURE - PARUTION

"L'illusion de l'identité", premier essai de Malika Challal

Dans son premier essai intitulé "L'illusion de l'identité", Malika Challal partage avec ses lecteurs sa propre conception de "l'identité", telle qu'elle l'a vécue et ressentie, résultat d'un cumul d'éducation, de lectures et d'expériences personnelles aboutissant à une conception culturelle de l'identité.

Cet essai de 123 pages, publié aux éditions "Medias Index", évoque d'abord le mode de vie de Malika Challal dans son enfance, lors de son installation à Alger depuis sa Kabylie natale, où existait "un mélange d'héritage culturel colonial et de mode de vie et de pensée arrivé de tous les coins du pays".

L'auteur raconte son expérience à l'école, ses interrogations relatives à l'utilisation et à l'apprentissage de la langue amazigh, et son rapport à "l'Autre" qui est devenu, dans sa perception, un "rival" nourrissant, dans l'esprit de la collégienne, une image sombre sur la culture, la langue et la pensée arabe. L'auteur explique que



ce sentiment de rejet s'est vite transformé en sentiment d'appartenance quand elle a découvert "l'apport considérable de la civilisation musulmane à la renaissance de l'Europe". A partir de cette découverte, l'auteur évoque une "réconciliation avec la culture arabe" et l'appropriation d'une "double culture".

Dans sa construction de "sa conception de l'identité", elle évoque des événements char-

nières, comme la guerre du Liban et la découverte de la cause palestinienne et l'ampleur de la violence du conflit au Moyen-Orient.

Après la décennie noire et ses conséquences, l'auteur aborde l'arrivée de l'outil informatique et d'Internet qui a également remis en cause certaines de ses convictions, une fois les barrières géographiques, culturelles et linguistiques tombées d'un seul coup.

Malika Challal revient également sur les plus grands événements ayant secoué le monde arabe depuis 2011, comme la chute de plusieurs régimes et la montée du terrorisme et de la violence, et défend la nécessité du dialogue au sein d'un même pays, entre les pays et entre les civilisations et religions. Malika Challal a enseigné les sciences physiques au secondaire avant d'embrasser une carrière dans l'édition. Après une expérience de sept ans dans le domaine de l'édition, elle publie son ouvrage "L'illusion de l'identité".

USA - CANADA - CINÉMA

Le super-héros Marvel "Shang-Chi" reste le roi du box-office nord-américain

Le film Disney "Shang-Chi et la Légende des Dix Anneaux", qui met en scène le premier super-héros asiatique de la franchise Marvel, a régné sur le box-office nord-américain pour la deuxième semaine consécutive, amassant 35,8 millions de dollars de recettes selon des chiffres provisoires d'un cabinet spécialisé publiés dimanche.

Le film, avec au casting le sino-canadien Simu Liu dans le rôle d'un ancien assassin ayant fui un père dominateur (la superstar hong-kongaise Tony Leung), a déjà récolté 145,6 millions de dollars dans les cinémas américains et canadiens, selon le cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

La comédie d'action "Free Guy" s'est hissée à la deuxième place, avec 5,8 millions de dollars de recettes.

Ryan Reynolds y joue un simple figurant d'un jeu vidéo qui cherche à prendre en main son destin et dérégle la mécanique bien huilée pensée par les créateurs.

La troisième place est allée à un nouveau venu, le film d'horreur "Malignant" et ses 5,6 millions de dollars amassés.

Il s'agit d'un "faible démarrage pour un genre qui a bien résisté pendant la pandémie", selon l'analyste David Gross, qui dirige Franchise Entertainment Research.

Un autre film d'épouvante, "Candyman", remake produit par Universal du célèbre film de 1992, s'est octroyé la quatrième place (4,8 millions de dollars ce week-end, et 48 millions depuis sa sortie). Le top 5 est complété par le film d'aventures Disney "Jungle Cruise", avec 2,4 millions de dollars.

Voici le reste du top 10:

- 6 - "La Pat'Patrouille: le film" (2,2 millions de dollars)
- 7 - "Don't Breathe 2" (1,2 million de dollars)
- 8 - "The Card Counter" (1,1 million de dollars)
- 9 - "Show Me the Father" (700.000 dollars)
- 10 - "Respect" (650.000 dollars).

PAIEMENT EN LIGNE

Pékin envisage de démanteler la populaire application de paiement Alipay

Pékin envisage de démanteler Alipay, la populaire application de paiement affiliée à Alibaba, et de créer une appli distincte pour les activités de prêt, en pleine croisade contre les pratiques anti-concurrentielles, affirme lundi le Financial Times.

Les autorités ont lancé ces derniers mois une campagne pour freiner ce qu'elles considèrent comme un développement "désordonné" de l'économie, faisant perdre aux compagnies visées des dizaines de millions d'euros de valeur boursière.

Ant Group, filiale d'Alibaba qui détient Alipay, avait été le premier à se retrouver dans le collimateur des autorités, qui ont depuis étendu

leur reprise en main à d'autres secteurs (éducation, divertissement, jeux vidéo, immobilier...). Fin 2020, Pékin avait ainsi mis un coup d'arrêt à une gigantesque introduction en Bourse d'Ant Group à Hong Kong. Et sa maison-mère Alibaba, fondée par le fantasque milliardaire Jack Ma, avait par la suite écopé d'une amende de 2,3 milliards d'euros pour abus de position dominante. Les autorités veu-

lent à présent scinder l'appli Alipay en deux entités distinctes, l'une pour les paiements et une autre spécifique à la lucrative activité de prêt en ligne, affirme le Financial Times. Ant Group devra par ailleurs céder ses données utilisateurs liées aux prêts à une agence de notation de crédit, détenue en partie par l'Etat, croit savoir le quotidien des affaires qui ne cite aucune source. Alipay est une

application incontournable en Chine, où le cash a quasiment disparu et l'immense majorité des paiements se font à partir d'un smartphone. Elle domine le marché avec son concurrent WeChat Pay (Tencent).

Les autorités se montrent particulièrement intransigeantes ces derniers mois contre des pratiques jusque-là largement tolérées et répandues dans plusieurs secteurs

dynamiques de son économie, notamment en matière de concurrence. Au début du mois, Pékin avait convoqué 11 start-up dont Didi, le "Uber chinois", pour un rappel à l'ordre sur leurs pratiques commerciales. Il leur avait alors été demandé "de faire davantage pour une concurrence saine" entre sociétés de réservation de voiture avec chauffeur et de "respecter les règles du marché".

USA - ESPACE

SpaceX lance à son tour sa première mission de tourisme spatial

Une fusée de la société SpaceX d'Elon Musk doit propulser mercredi quatre passagers qui passeront trois jours dans l'espace, une mission très ambitieuse qui sera la première de l'Histoire à n'envoyer en orbite que de complets novices, sans aucun astronaute professionnel.

Baptisée Inspiration4, cette mission doit conclure un été marqué par l'envol de milliards d'euros au-dessus de l'ultime frontière: d'abord Richard Branson le 11 juillet, à bord du vaisseau de Virgin Galactic, puis quelques jours plus tard Jeff Bezos, avec sa société Blue Origin.

Le touriste milliardaire de SpaceX se nommera pour sa part Jared Isaacman, Américain de 38 ans, patron d'une entreprise de services financiers et pilote aguerri. Mais lui n'a pas fondé l'entreprise lui permettant de faire le voyage.

Il en loue simplement les services, pour un prix qui n'a pas été dévoilé mais qui se compte en dizaines de millions de dollars.

Car la mission n'a rien à voir avec l'expérience de seulement quelques minutes proposée par Virgin Galactic et Blue Origin.

Cette fois, il s'agit d'aller voler plus loin que la Station spatiale internationale (ISS).

"Le risque n'est pas de zéro", reconnaît Jared Isaacman dans l'un des épisodes du documentaire diffusé par Netflix sur la mission.

"Vous voyagez dans un vaisseau à 28.000 km/h autour du globe. Ce genre d'environnement est associé à un certain risque." La société d'Elon Musk a déjà transporté pas moins de dix astronautes vers l'ISS pour le compte de la Nasa.

Mais ils seront les premiers passagers privés à monter dans la capsule Dragon, lancée par la fusée Falcon 9.

Le décollage est prévu pour mercredi à partir de 20h00 sur la côte Est américaine (minuit GMT). Une autre opportunité de lancement est planifiée jeudi si les conditions météo l'imposent.

Les passagers décolleront depuis la mythique aire de lancement 39A, au Kennedy Center de la Nasa, en Floride, d'où décollèrent les missions Apollo vers la Lune.

Outre Jared Isaacman, commandant à bord, trois anonymes seront du voyage, sélectionnés via un processus original qui a débuté par une publicité projetée durant la mi-tempête du Super Bowl, événement sportif américain.

Chaque siège est censé incarner une

valeur. Hayley Arceneaux, rescapée d'un cancer pédiatrique, représente l'"espoir".

Elle sera la première personne avec une prothèse à se rendre dans l'espace -- et sûrement celle qui est le moins liée à cet univers.

La jeune femme de 29 ans a été sélectionnée car elle travaille en tant qu'assistante médicale dans l'hôpital pédiatrique de St Jude, à Memphis dans le Tennessee -- un établissement pour lequel Jared Isaacman a lancé une immense levée de fonds.

L'un des donateurs a obtenu le siège de la "générosité": Chris Sembroski, 42 ans, est un ancien de l'armée de l'Air américaine qui travaille désormais dans l'industrie aéronautique.

Le dernier siège représente la "prospérité", et a été offert à Sian Proctor, une professeure de sciences de la Terre de 51 ans qui a failli, en 2009, devenir astronaute pour la Nasa.

Elle sera seulement la quatrième femme Afro-Américaine à aller dans l'espace.

L'équipage s'est entraîné depuis plusieurs mois.

Ils ont expérimenté la force g à laquelle ils seront exposés grâce à une centrifugeuse -- un bras de plusieurs mètres en rotation

rapide. A bord de vols paraboliques, ils ont pu goûter à une sensation d'apesanteur.

Ils ont aussi effectué un trek dans la neige en haute altitude sur le Mont Rainier, dans le Nord-Ouest des Etats-Unis.

Enfin, ils ont passé du temps dans les locaux de SpaceX, même si le vol devrait normalement rester entièrement automatisé.

Durant les trois jours en orbite, leur sommeil, leur rythme cardiaque, leur sang ou encore leurs capacités cognitives seront analysés.

Des tests seront effectués avant et après le vol, pour étudier l'effet du voyage sur leur corps. L'idée est d'accumuler des données pour les futurs passagers privés.

Car le but affiché de la mission est d'ouvrir les portes de l'espace à un plus grand nombre -- bien que celles-ci ne restent pour le moment qu'entre-ouvertes pour quelques privilégiés.

"Dans toute l'histoire de l'humanité, moins de 600 êtres humains ont atteint l'espace", a rappelé Jared Isaacman dans un communiqué le mois dernier.

"Nous sommes fiers que notre vol puisse aider tous ceux qui voleront après nous."

APB

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
DE LA WILAYA DE BLIDADERNIERE MISE EN DEMEURE
AVANT RESILIATION

Suit à la mise en demeure : n°01 daté du 29/07/2021 le bureau d'étude **BET SARL SEROM SIS** : Villa 36 coopérative Errahma Dély Brahim Alger titulaire du marché visé par le CMW sous le n°042/2012 du 25/01/2012 et par le CF sous le n°479 en date du 23/04/2012, relatif à l'étude et suivi pour la réalisation d'un centre de formation professionnelle à BOUARFA Wilaya de Blida est mis en demeure pour la dernière fois et avant la résiliation du marché par la Direction de la Formation et de l'Enseignement Professionnels de la Wilaya de Blida sis : Rue Chahid Yahyaoui Ali route Beni Tamou Blida pour :

- Présenter le PV de constat suite au compte rendu CRCT N° :803 du 23/05/2021 des services du CTC centre, au niveau des services de la DFEF dans un délai de cinq (05) jours à compter de la publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Faute de quoi, une résiliation aux tort exclusifs sera prononcée et des mesures correctives seront prises à l'encontre de votre bureau d'étude.



ALGERIE-TELECOM
DIRECTION OPERATIONNELLE DE DJELFA
NIF : 000 216 299 033 049.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES
N° : AT/DO17/08/2021

Un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé par la direction opérationnelle de Djelfa pour «TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LIGNES D'ABONNES»,

Eligibilité des candidats

La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse uniquement aux entreprises titulaires de registre de commerce comprenant le code d'activité « 109214 » intitulé « installation des réseaux des centres électriques et téléphoniques »

Les représentants des sociétés intéressées peuvent se présenter pour retirer le cahier des charges, Accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse ci-après :

DIRECTION OPERATIONNELLE DE DJELFA
SOUS DIRECTION FONCTIONS SUPPORT
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE
SERVICE ACHATS
RUE EMIR AEK CENTRE VILLE W.DJELFA

Contre le versement auprès de la banque BNA, Agence Djelfa d'un montant de cinq mille Dinars (5000,00 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie au compte bancaire : 001006540300000134 Clé 22.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou son représentant désigné à cet effet.

Les offres doivent être composées :

- 1-Dossier administratif: à insérer dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention «dossier administratif»
- 2- Une offre technique : à insérer dans une enveloppe fermée portant uniquement la mention «Offre Technique»
- 3- Une offre financière : à insérer dans une enveloppe fermée portant uniquement la mention «Offre financière».

Les deux offres, technique et financière et le dossier administratif, accompagnés des pièces réglementaires citées dans le cahier des charges doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée, sous enveloppe principale anonyme ne portant que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES
N° AT/DO 17/08/2021

« TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LIGNES D'ABONNES », A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours à partir de la date de parution du présent avis dans la presse.

- La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08H00 à 14h00
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation d'offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée.

Les candidats restent par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

ATHLÉTISME

Warholm gagne à Berlin sans forcer son talent



Le Norvégien Karsten Warholm, auteur d'un fabuleux record du monde du 400 m haies aux Jeux de Tokyo, a remporté dimanche la distance au meeting de Berlin, dans le temps modeste pour lui de 48,08 sec.

Cinq semaines après avoir survolé le tour de piste en 45,94 sec au Japon, il a devancé dans la capitale allemande l'Estonien Rasmus Mägi (48,73 sec) et le Jamaïcain Jaheel Hyde (48,95 sec).

Pour son retour sur les haies après Tokyo, il avait remporté jeudi soir à Zurich la finale de la Ligue de diamant (47,35 sec).

Records du monde du 10 km et du 5 km féminins sur route par une Kenyane et une Ethiopienne



La Kenyane Agnes Tirop et l'Ethiopienne Senbere Teferi ont établi deux records du monde dans le contexte particulier d'une course sur route réservée aux femmes, respectivement sur 10 km et 5 km, dimanche à Herzogenaurach, en Bavière (Allemagne).

Médaillée de bronze du 10.000 m aux championnats de monde de Doha en 2019, Tirop, 25 ans, s'est imposée en 30 min 01 sec, retranchant 28 secondes au record de la Marocaine Asmae Leghzaoui depuis 2002.

Teferi, vice-championne du monde du 5000 m en 2015, a couvert la distance en 14 min 29 sec, soit 15 secondes de mieux que le précédent record du monde de la Kenyane Beatrice Chepkoech.

AUTO - FORMULE 1

Daniel Ricciardo remporte le Grand Prix d'Italie, son premier avec McLaren

L'Australien Daniel Ricciardo a remporté en Italie son 8e Grand Prix de Formule 1, le premier avec l'écurie McLaren qu'il a rejointe en début d'année, devançant son équipier Lando Norris dimanche à Monza.

C'est la première fois depuis 2012 que McLaren remporte un Grand Prix et la première depuis 2018 pour Ricciardo.

Valtteri Bottas (Mercedes) complète le podium d'une course marquée par les abandons des deux premiers du championnat du monde Max Verstappen (Red Bull) et Lewis Hamilton (Mercedes), qui se sont accrochés à mi-course.

Pour Ricciardo, la dernière victoire remontait au Grand Prix de Monaco 2018, au volant d'une Red Bull, avec qui il a gagné sept fois. Après deux ans chez Renault en 2019 et 2020, l'Australien de 32 ans a



rejoint McLaren en 2021. Son meilleur résultat en 2021 était une 4e place en Belgique.

Il grimpe au 8e rang du championnat, dépassant le Français Pierre Gasly (AlphaTauri).

Vainqueur ici-même l'an dernier, ce dernier a dû abandonner en début de course en raison de problèmes sur sa monoplace.

Parti 2e sur la grille de départ derrière Verstappen,

JEUX PARALYMPIQUES DE TOKYO 2020

Le powerlifting Hocine Bettir qui a remporté la médaille de bronze honoré

Le para-powerlifting algérien Hocine Bettir, qui a remporté la médaille de bronze aux Jeux paralympiques de Tokyo, a été honoré dimanche à Mascara.

Le wali de Mascara, Abdelkhaleq Syouda a présenté des remerciements en son nom et au nom de tous les habitants et cadres de la wilaya, à ce sportif qui a un palmarès riche en sacres nationaux et internationaux dans le domaine de l'haltérophilie.

Grâce à cet athlète, l'Algérie a pu décrocher sa première médaille dans cette discipline dans les Jeux paralympiques.

Le champion olympique a exprimé, dans une allocution pour la circonstance, la fierté que lui procure cette consécration et à tous les Algériens médaillés des Jeux paralympiques ayant hissé haut les couleurs nationales dans la capitale nipponne, malgré la rude concurrence et le niveau relevé de la compétition. Hocine Bettir a indiqué qu'il souffrait



d'une blessure deux semaines avant son voyage à Tokyo, ce qui l'a empêché de décrocher la médaille d'or. A rappeler que le président de la République, M.

Abdelmadjid Teboune avait présidé, jeudi dernier au Palais du peuple à Alger, une cérémonie pour honorer les athlètes qui se sont distingués aux Jeux paralympiques de Tokyo 2020, dont le nombre s'élève à 20 ayant remporté 12 médailles dont 4 en vermeil, et pu battre des records africains et mondiaux.

Abdelmadjid Teboune avait présidé, jeudi dernier au Palais du peuple à Alger, une cérémonie pour honorer les athlètes qui se sont distingués aux Jeux paralympiques de Tokyo 2020, dont le nombre s'élève à 20 ayant remporté 12 médailles dont 4 en vermeil, et pu battre des records africains et mondiaux.

SPORT (OLYMPISME)

Un ancien pongiste à la tête du Comité olympique belge

L'ancien joueur de tennis de table belge, Jean-Michel Saive a été élu nouveau président du Comité olympique et interfédéral belge (COIB), dimanche à Bruxelles, succédant Pierre-Olivier Beckers, qui avait régné à la tête de l'instance sportive pendant dix-sept (17) années.

Opposé à une autre olympienne, l'ex judokate Heidi Rakels, le nouveau président a obtenu 66,38 % des suffrages.

Il était membre du conseil d'administration du COIB depuis 2009 et l'un de ses vice-présidents depuis 2017. Il avait annoncé sa candidature dès le mois de septembre 2020.

Longtemps seul en lice pour succéder à Pierre-Olivier Beckers, il



s'était finalement retrouvé face à Heidi Rakels, 53 ans, entrée en campagne peu de temps avant la date limite.

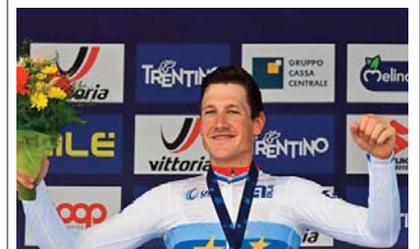
Sept fois olympien, Jean-Michel Saive, âgé de 51 ans, n'a pas attendu la fin de sa carrière sportive pour s'impliquer dans les instances sportives internationales.

Il a siégé au comité exécutif de l'Association des comités olympiques européens (EOC), tenté sa chance lors des élections à la commission des athlètes du CIO, et même déposé une candidature en 2017 pour devenir président de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF).

Il avait été devancé par le président sortant, l'Allemand Thomas Weikert.

CYCLISME

Colbrelli champion d'Europe, quatrième sacre italien consécutif



Le champion d'Italie Sonny Colbrelli est devenu dimanche champion d'Europe de cyclisme, à domicile à Trente (Italie), en devançant au sprint le grand espoir belge Remco Evenepoel.

Colbrelli, le seul à avoir pu rester dans la roue du Belge, lui a soufflé la victoire tout en puissance dans un final plat pour offrir à l'Italie son quatrième maillot étoilé consécutif, avec quatre coureurs différents, après les sacres de Matteo Trentin (2018), Elia Viviani (2019) et Giacomo Nizzolo (2020).

Le Français Benoît Cosnefroy, qui a longtemps suivi les deux premiers, a lâché prise dans l'ultime des huit ascensions de la côte de Povo (3,6 Km al 4,7%), à une dizaine de kilomètres de l'arrivée.

Il termine troisième, à 1 min 30 sec du vainqueur italien.

SÉLECTION ALGÉRIENNE DES U17 28 joueurs en stage depuis dimanche à Blida (Fédération)

Vingt-huit (28) jeunes internationaux algériens, relevant de la catégorie des moins de 17 ans, sont entrés en stage bloqué ce dimanche, 12 septembre, au Centre régional militaire de Blida, sous la direction du sélectionneur Arezki Remane, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de football (FAF).



Outre le travail d'évaluation, ce stage qui se prolongera jusqu'au 18 du mois courant, sera marqué par deux matchs amicaux, prévus mardi et vendredi" a encore précisé l'instance fédérale dans un communiqué.

Le coach Arezki Remane a déjà réussi à trouver un sparring-partner pour l'une de ces deux joutes amicales, à savoir : l'équipe de l'Académie de Khemis-Miliana.

Avec un total de 17 joueurs convoqués pour ce stage, l'Académie de Sidi-Bel-Abbès est la mieux représentée, devant l'ES Sétif, qui compte trois éléments parmi ce groupe.

Liste des joueurs convoqués :

Tarek Hamdi, Djellid Saâda, Mehdi Bouteldja, Adem Zehda, Mohamed-Islam Rachi, Samir Hamlaoui, Rami Bouaouiche, Younés Badani, Farid Benabdelkader, Ziyad Nemer, Zakaria

Benaâma, Mohamed-Chérif Mahmoudi, Youcef Kahlessenane, Mohand Saïd Mohandi, Obka Souilah, Idriss Messahel, Mohamed Foued Ammour, Mohamed El Aziz Mezouar, Zine-Eddine Besseroual, Issam Yazid, Yahia Bourahla, Abdelhafid Ziati, Meslem Anatof, Abdelmoumène Cherfi, Mohamed Amine Bouhenouche, Salah-Eddine Bouziani, Yakoub Gassi et Chafâï Guergour.

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER) Le CRB et l'ESS ratent leur sortie

Le CR Belouizdad et l'Entente de Sétif ont mal négocié la manche aller du tour préliminaire de la Ligue des Champions, en concédant la défaite en déplacement devant respectivement, les Nigériens d'Akwa United (1-0) et les Gambiens du FC Fortune (3-0). Si les Algérois conservent toutes leur chances de qualification après leur courte défaite au Nigéria, les Sétifiens eux semblent avoir déjà compromis leurs objectifs, après leur déroute en terre gambienne.

La salut de l'ESS aurait peut-être pu passer par l'inscription d'au moins un but en terre gambienne, ce qui aurait pu ramener l'addition à un score plus ou

moins surmontable au match "retour", mais le fait d'avoir échoué dans cette quête semble avoir sérieusement compromis les chances de qualification du vice-champion d'Algérie en titre.

Un échec qui peut s'expliquer par le fait que l'Entente ait perdu plusieurs pièces maîtresses à l'issue de l'exercice écoulé, dont ses meilleurs buteurs : Mohamed Amine Ammoura et Hossam Ghacha, partis respectivement à Lugano (Suisse) et Antalyaspor (Turquie).

Une importante saignée à laquelle on pourrait ajouter une fin de saison difficile, ayant coûté le titre de champion à l'ESS, sans

oublier le manque de préparation, du fait que l'Aigle noir soit rentré directement dans la nouvelle saison, sans avoir bien rechargé ses batteries après une saison marathon.

Des désagréments auxquels a été confronté même le champion d'Algérie en titre, le Chabab de Belouizdad, y compris en ce qui concerne le départ de certaines pièces maîtresses, puisque lui aussi a perdu son meilleur buteur, Amir Sayoud, au profit d'un club saoudien, à la seule différence que malgré toutes ces données défavorables, les Rouge et Blanc ont plus ou moins évité le naufrage au Stade Godswill d'Uyo (Nigeria), où leur courte

défaite (1-0) semble leur laisser une chance de renverser la vapeur au match "retour", prévu dans une semaine à Alger. La Confédération africaine de football, organisatrice de la compétition a en effet fixé la date des matchs "retour" de ce tour préliminaire de la Ligue des champions entre le 17 et le 19 septembre courant. Pour rappel, en Coupe de la Confédération, les deux représentants algériens: la JS Saoura et la JS Kabylie, ont été exemptées du tour préliminaire.

Une compétition dans laquelle les "Canaris" ont atteint la finale l'an dernier et qui semblent espérer faire aussi bien cet te année encore.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION CAF Le Mangasport du Gabon tenu en échec à Libreville 0-0 par l'Orapa United FC du Botswana

Le club gabonais de Mangasport a été tenu en échec dimanche à Libreville par l'Orapa United FC du Botswana (0-0) à l'issue d'une rencontre comptant pour la manche aller du premier tour des éliminatoires de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Le stade Monédan de Sibang, situé dans la périphérie sud de la capitale gabonaise, a servi de cadre ce dimanche au match préliminaire de la Coupe de la CAF entre le Mangasport et l'Orapa United FC.

"Nous avons étudié le jeu de nos adversaires que nous connaissons déjà.

Nous avons atteint notre objectif cet après-midi", a déclaré le coach Gadimang Brian Tiiso du club botswanais.

"C'est un sentiment de déception, parce que nous n'avons pas gagné.

Mais nous n'avons pas aussi perdu.

Privé de six titulaires, j'ai dû faire avec l'équipe réserve.

Mais je promets que le match retour à Gaborone sera ouvert parce que c'est nos adversaires qui seront sous pression", a déclaré le coach gabonais Kévin Djony.

Le match retour est prévu le week-end prochain à Gaborone, capitale du Botswana.

TRANSFERT Beldjilali quitte l'ASO Chlef pour le club saoudien de Bisha

Le meneur de jeu de l'ASO Chlef, Kadour Beldjilali s'est engagé avec le club "Bisha", pensionnaire de la deuxième division d'Arabie saoudite de football, a annoncé dimanche la direction de la formation chélifienne.

"Kaddour Beldjilali est le deuxième élément à quitter l'ASO au cours de cette intersaison. Il vient d'acter son départ vers le club de Bisha.

Nous lui souhaitons plein succès", a indiqué la direction chélifienne via sa page officielle Facebook. Il s'agit de la deuxième expérience à l'étranger pour le natif d'Oran après avoir déjà porté les couleurs de l'Étoile du Sahel en Tunisie au cours de l'exercice 2014-2015.

Le joueur de 32 ans a passé une saison et demie à l'ASO Chlef, au cours desquelles il a fait 30 apparitions pour 7 buts.

LIGUE 2 - ASM ORAN

L'entraîneur Hadj Merine pose ses conditions pour prolonger son contrat

L'entraîneur Hadj Merine devra rencontrer ces jours-ci les dirigeants de l'ASM Oran pour trancher sur son avenir avec ce club de Ligue deux de football, a-t-on appris dimanche de la direction de ce dernier. Arrivé à l'ASMO en milieu d'exercice passé, Hadj Merine souhaite revoir les termes de son contrat, notamment liées au plan financier avant de le prolonger, a précisé la même source.

Cela se passe au moment où l'équipe accuse déjà un retard sensible pour lancer ses préparatifs d'intersaison, sachant que le coup d'envoi du championnat du deuxième palier est fixé au 8 octobre prochain. Cette situation

suscite des inquiétudes dans l'entourage de la formation de M'dina J'dida, où on n'a pas encore digéré l'échec de leur team favori dans la course à l'accession en Ligue 1 en fin d'exercice écoulé. Outre le rendez-vous fixé à l'entraîneur Hadj Merine, la direction oranaise espère convaincre les cadres de l'effectif de la saison passée à prolonger leurs contrats, et arrêter par là-même la saignée qui touche l'équipe depuis le début du mercato estival.

A ce propos, les "Vert et Blanc" viennent de perdre les services de leur gardien Boukrit qui s'est engagé avec le CS Constantine (Ligue 1), un trans-

fert contesté par la direction de l'ASMO estimant que ce portier n'est pas libre de tout contrat, indique-t-on de même source.

Le club fera d'ailleurs appel contre la décision de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), qui a libéré le portier en question, précisant que l'intéressé a bel et bien perçu tous ses salaires.

Le deuxième club phare de la capitale de l'Ouest, contraint de passer sa sixième saison de suite dans le deuxième palier, évoluera dans le groupe centre-ouest composé de 16 clubs.

Seul le premier accèdera en parmi l'élite en fin du championnat, rappelle-t-on.



LIGUE 1 - WA TLEMCCEN La masse salariale sera réduite à 10 millions DA (président)

La direction du WA Tlemcen, en bute à des problèmes financiers énormes, a décidé de revoir à la baisse la masse salariale de son équipe première pour la porter désormais à 10 millions de dinars, a-t-on appris dimanche du président de ce club de Ligue 1 de football.

Selon Rachid Meliani, dans une déclaration à l'APS, la masse salariale du WAT "ne dépassera pas la saison prochaine les 10 millions de dinars mensuellement", ajoutant qu'il s'agit de la "seule voie pour faire face à la crise financière aigue auquel fait face le club".

Les problèmes financiers récurrents du WAT ont failli lui valoir la relégation en Ligue 2 une année seulement après son accession.

Cette formation de l'ouest du pays a attendu la dernière journée du championnat de l'exercice 2020-2021 pour assurer son maintien parmi l'élite.

"Nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs de l'exercice passé lorsque le club a fixé des salaires en deçà de ses capacités aux joueurs pour se retrouver incapable d'honorer ses engagements", a ajouté Rachid Meliani, en poste depuis quelques mois seulement.

Cette situation expose le WAT à des sanctions sportives de la part de la Fédération algérienne de football dès le prochain mercato hivernal, étant donné qu'ils sont quelques 14 joueurs à avoir déjà saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour se faire rétablir dans leurs droits.

Et avant même que la direction des "Zianides" ne songe à la meilleure manière pour éviter ces sanctions dans quelques mois, elle s'active actuellement à lever l'interdiction de recrutement dont elle fait l'objet à l'occasion du mercato estival qui a commencé le 6 août passé.

Pour ce faire, elle est dans l'obligation de s'acquitter d'une somme avoisinant les 20 millions DA représentant les arriérées des salaires de certains de ses joueurs de l'effectif de l'exercice 2019-2020, a encore expliqué son premier responsable.

Il s'agit là d'une condition sine qua non pour parvenir à qualifier les nouvelles recrues du WAT qui sont déjà au nombre de quatre, à savoir, Tizi Bouali (ex JS Kabylie), Bentoucha (ex MCB Oued Sly), Amoura (ex IRB Maghnia) et Bahraoui (ex JSM Skikda).

Evouant l'effectif de la saison à venir, le président du WAT, qui vient de désigner Kamel Bouhella à la tête de la barre technique de son équipe, a fait savoir qu'il a décidé, en consultation avec le staff technique, de ne retenir que neuf éléments seulement du groupe ayant défendu les couleurs du "Widad" la saison passée.

Les "Bleu et Blanc" commentent la préparation d'intersaison en fin de semaine en cours.

Un stage à Tlemcen est au menu pour affûter les armes en prévision de la prochaine édition du championnat dont le coup d'envoi est prévu au 23 octobre prochain, souligne-t-on.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER) Défaite du CR Belouizdad chez les Nigériens d'Akwa United (1-0)

Le CR Belouizdad, un des deux représentants algériens en Ligue des Champions, s'est incliné (1-0, mi-temps 0-0) chez les Nigériens d'Akwa United, en match disputé dimanche après-midi au Stade Godswill d'Uyo, pour le compte du tour préliminaire "aller" de l'épreuve reine des compétitions continentales inter-clubs.

Les Rouge et Blanc avaient tenu bon pendant pratiquement tout le match, avant de craquer à la 87e minute devant Friday Ubong, auteur de l'unique réalisation nigérienne dans cette rencontre.

Un résultat plus ou moins positif, qui garde intactes les chances de qualification du Chabab, surtout que la semaine prochaine, il aura la chance de disputer le match "retour" sur son propre terrain.

Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'Entente de Sétif avait joué la veille (ndlr, samedi), et il s'était lourdement incliné chez les Gambiens du FC Fortune (3-0).

L'Aigle noir était passé complètement dans ce match, disputé au stade de l'Indépendance de Bakau, concédant pas moins de trois buts, devant Ebrima Camara, Patrick Syl va et Alieu Barry, respectivement aux 22e, 59e et 82e.

Un score relativement conséquent pour les Gambiens, qui risquent de com-



pliquer la tâche aux Sétifiens lors du match "retour", prévu dans une semaine.

Les matchs "aller" du ce tour préliminaire de la Ligue des Champions ont débuté vendredi.

Ils se sont poursuivis samedi et dimanche, et ils s'achèveront le 19 septembre

courant, avec le déroulement du dernier match inscrit à leur programme, et qui mettra aux prises les Guinéens du CI Kamsar aux Ghanéens d'Accra Hearts Of Oak. Un duel initialement prévu ce week-end, en même temps que les autres matchs, et qui fut finalement reporté à

dimanche prochain, à cause de la situation politique que traverse actuellement la Guinée.

Ainsi, ce match se déroulera en même temps que les matchs "retour" de ce tour préliminaire, programmés par la CAF entre le 17 et le 19 septembre courant.

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST) Belatoui nouvel entraîneur de la JSM Tiaret

L'ancien international, Omar Belatoui est devenu le nouvel entraîneur de la JSM Tiaret, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest).

Belatoui, qui était en négociations avancées avec le président du CR

Temouchent, pensionnaire de la même division, a finalement choisi d'opter pour "Ezzarga".

Il avait entraîné la saison passée le MC Oran (Ligue 1) son club formateur, mais il n'est pas allé au terme de l'exercice, rappelle-t-on.

La JSMT a connu, dernièrement, une démission collective de son staff dirigeant, à sa tête Sofiane Boumediene, conduisant à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire mardi passée pendant laquelle il a été mis en place un directoire pour gérer les affaires du club.

ESPAGNE (4E JOURNÉE) L'Atlético Madrid arrache la victoire sur le fil contre l'Espanyol (2-1)

L'Atlético Madrid a arraché la victoire sur le fil 2-1 sur le terrain de l'Espanyol Barcelone dimanche lors de la 4e journée de Liga, et prend la première place du classement avant le match du Real Madrid face au Celta Vigo en soirée. Pour le premier match d'Antoine Griezmann depuis son retour sous ses anciennes cou-

leurs, l'Atlético a été longtemps transparent. Les hommes de Simeoni ont encaissé le premier but, sur une tête lobée de Raul de Tomas (40e), avant de répliquer en toute fin de match par Yannick Carrasco (79e) et Thomas Lemar (90e+9), entré après la pause, qui a offert les trois points à son équipe.

ITALIE 1000^e match comme entraîneur pour Mourinho

José Mourinho, arrivé cet été sur le banc de l'AS Rome pour tenter de ramener le club giallorosso vers les sommets, célébrera dimanche contre Sassuolo son 1.000e match officiel comme entraîneur principal.

"90.000 minutes, plus les différents temps additionnels..."

"C'est beaucoup!", a reconnu "Mou" cette semaine, interrogé par l'agence portugaise Lusa.

"Je n'ai jamais pensé atteindre ce chiffre et n'ai jamais comptabilisé les matches.

Mais quand on m'a informé qu'il n'en manquait plus que huit ou neuf, alors je l'ai noté et j'ai commencé à faire les comptes", a ajouté le Portugais de 58 ans.

La Roma est la dixième expérience sur un banc pour le Portugais depuis ses débuts comme entraîneur principal en septembre 2000, à Benfica.

Il a notamment entraîné le FC Porto, Chelsea à deux reprises, l'Inter Milan, le Real Madrid, Manchester United et Tottenham avec à son palmarès deux Ligues des champions (Porto en 2004,

Inter en 2010) et des titres de champion dans les quatre championnats où il a dirigé.

De retour en Italie onze ans après son triplé historique avec l'Inter (Ligue des champions, championnat et Coupe d'Italie), il a pour le moment réalisé un sans-faute avec la Roma avec quatre victoires lors de ses quatre premiers matches, deux en Serie A et deux en Ligue Conférence Europa.

Samedi, en conférence de presse, Mourinho a tenu à remercier le syndicat anglais des entraîneurs, la League Managers Association (LMA), qui a salué la performance de devenir le "33e entraîneur dans l'ère moderne du football européen à atteindre le cap des 1.000 matches



officiels". Pour autant, "le prochain défi est toujours celui le plus important dans ma carrière", a assuré l'exigeant "Special One" dans un message sur le site du club.

Lequel a aussi décidé de marquer le coup en proposant des réductions sur les produits dérivés de la collection "JM" (pour José Mourinho) lancée en l'honneur du Portugais.

Tottenham : ça discute avec Hugo Lloris

Le portier tricolore serait en discussions avec ses dirigeants. Gardien de but de Tottenham depuis l'été 2012, Hugo Lloris sera en fin de contrat au mois de juin prochain. Titulaire indiscutable dans les cages des Spurs, ce dernier pourrait prochainement remplir, en effet selon les informations du média The Athletic, le club londonien aurait entamé des discussions avec le portier tricolore de 34 ans. L'objectif des dirigeants anglais serait de le prolonger avant la fin de l'année. Aux dernières nouvelles, les négociations entre les deux parties avanceraient bien en vue d'un nouveau bail d'une saison soit jusqu'en juin 2023.



THOMAS LEMAR EST ENTRÉ DANS L'HISTOIRE DE LA LIGA !

Le milieu français de l'Atlético Madrid, Thomas Lemar, a battu un impressionnant record lors de la victoire sur la pelouse de l'Espanyol Barcelone (1-2).

La victoire de l'Atlético Madrid sur la pelouse de l'Espanyol Barcelone (1-2) n'a pas seulement été marquée par le grand retour d'Antoine Griezmann sous le maillot des Colchoneros. Elle l'a également par le but tardif de Thomas Lemar qui a donné la victoire aux visiteurs et offert un sacré record au milieu français.

Selon Squawka Football, Lemar a inscrit le plus victorieux le plus tardif de l'histoire de la Liga (98 minutes et 56 secondes). Les dix minutes de temps additionnel à la fin de la rencontre ne sont pas étrangères à ce beau record battu par le champion du monde 2018.

SALAH FRANCHIT LE MUR DU 100 !

Buteur ce dimanche face à Leeds, Mohamed Salah a franchi la barre symbolique des 100 buts en Premier League sous le maillot de Liverpool.

Mohamed Salah continue d'écrire sa légende à Liverpool. L'attaquant égyptien a encore frappé ce dimanche, avec les Reds, à l'occasion du déplacement à Leeds, dans une affiche très alléchante. En ouvrant le score après le quart d'heure de jeu d'un but opportuniste (20e), le virevoltant gaucher a porté son total de buts inscrits à 100 réalisations sous le maillot rouge, en Premier League. Une barre symbolique atteinte en seulement 162 apparitions avec Liverpool dans le championnat anglais – preuve de son insolente réussite depuis son arrivée il y a 5 ans.

Lukaku évoque son rêve

La star belge a inscrit son premier but à domicile pour les Blues, 10 ans après son arrivée dans l'ouest de Londres pour son premier passage au club.

L'attaquant de Chelsea Romelu Lukaku a admis avoir réalisé un rêve d'enfant en ouvrant enfin son compteur devant les fidèles de Stamford Bridge.

L'international belge a connu un début de saison fulgurant avec les Blues, marquant trois buts en autant de matchs depuis son transfert de l'Inter cet été. Mais le doublé de samedi contre Aston Villa a revêtu une signification particulière pour lui, qui a été ovationné par le public.

"C'est mon rêve depuis que j'ai 11 ans [de marquer ici]", a expliqué Lukaku à Sky Sports après la victoire 3-0 de son équipe sur les Villans, affaiblis par l'absence des Argentins Emiliano Martinez et Emiliano Buendia, qui doivent être isolés après avoir voyagé pour les qualifications de la Coupe du monde de septembre.

"J'ai travaillé dur pour ce moment. Je suis très heureux de cette victoire. C'était un match important pour nous. Nous avons montré la volonté de gagner dès la première minute et je suis très heureux du résultat.



UNE OFFRE POUR ROBIN GOSENS ?

Les Madrilènes apprécient beaucoup le profil de l'international allemand. Alors que la saison vient à peine de commencer, la formation de l'Atlético Madrid pense déjà au prochain mercato d'été. Selon Todorichaj, Diego Simeone aurait identifié un poste à renforcer. Il s'agit de celui de latéral gauche. Ainsi, les Colchoneros se seraient positionnés sur Robin Gosen. Lié à l'Atalanta Bergame jusqu'en juin 2023, l'international allemand aurait un bon de sortie pour l'été prochain. Les dirigeants de Bergame seraient disposés à le lâcher en échange d'un chèque de 35 millions d'euros. Dortmund et Chelsea suivraient également ce dossier.

Handanovic s'exprime sur son avenir !

À 37 ans, Samir Handanovic continue de faire les beaux jours de l'Inter. Il a réagi aux rumeurs envoyant André Onana chez les Nerazzurri. Champion d'Italie en titre, l'Inter Milan devrait bientôt connaître un renouveau dans les cages. Samir Handanovic sera libre de tout contrat à la fin de l'exercice 2021-2022.

Dans l'optique de le remplacer, c'est sur André Onana que l'Inter aurait jeté son dévolu.

Dans une interview à TuttoSport, Handanovic est revenu sur sa succession : « Les rumeurs sur Onana ?

Ca fait partie du jeu. Ce sont des choses qui arrivent partout et avec tout le monde, alors c'est normal. Je me sens toujours bien, je m'amuse, je vis pour le football qui est ma passion. Maintenant je pense à aujourd'hui, puis on verra. L'important est que l'Inter atteigne ses objectifs. »



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CONSEIL DES MINISTRES

Le Président Tebboune ordonne la mise en place d'un système efficace de contrôle du fichier nationale des chômeurs

Le président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a donné, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, des instructions pour la mise en place un système efficace de contrôle du fichier national des chômeurs afin d'assurer une distribution transparente et correcte de ladite allocation.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, le Président Tebboune a donné plusieurs instructions concernant le dispositif réglementaire et pratique de l'entrée en vigueur de l'allocation chômage. A ce propos, il a ordonné "la mise en place d'un système efficace de contrôle du fichier nationale des chômeurs, afin d'assurer une distribution transparente et correcte de ladite allocation, en tenant compte des opportunités de travail disponibles dans différentes régions du pays". Le Pré-



sident Tebboune a également exhorté à "définir les mécanismes juridiques de sanction pour toute fraude pour bénéficier de cette subvention,

y compris la poursuite pénale" tout en "distinguant l'allocation destinée aux jeunes chômeurs du reste des privilèges et allocations offerts aux jeunes".

Le chef de l'Etat a recommandé de "définir l'âge maximal pour les primo-demandeurs d'emploi éligibles à l'allocation chômage, selon des critères raisonnables et objectifs, compte tenu de la lenteur des investissements générateurs d'emploi et de la récession économique due à la pandémie de Covid-19".

ACCIDENT DE LA ROUTE À NAÂMA

Le Président Tebboune présente ses condoléances aux familles des victimes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes de l'accident de la route survenu, dimanche dans la wilaya de Naâma, faisant, selon le dernier bilan, 12 morts et 7 blessés graves. "Quelle douloureuse épreuve pour l'Algérie que de perdre ses enfants dans

de sinistres accidents, tel celui survenu à Oued Khebazza à Naâma", a écrit le Président Tebboune dans un tweet sur son compte officiel. "Je présente mes condoléances les plus attristées aux familles des victimes, et mes vœux de prompt rétablissement aux blessés. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons",

a ajouté le président de la République. L'accident est intervenu suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs activant sur la ligne Sidi Bel Abbès-Boussemghoune (wilaya d'El-Bayadh), sur la route nationale (RN) 6, au lieu-dit Oued Khebazza (20 km au nord de la ville de Mecheria).

MAROC-ALGÉRIE

Le Maroc affichait une hostilité "implacable" envers l'Algérie bien avant les accords d'Abraham (expert)

Le Maroc entretenait une hostilité "implacable" envers l'Algérie bien avant les accords d'Abraham, mais le seuil de tolérance d'Alger contre cette hostile attitude a été atteint en juillet lorsque l'ambassadeur marocain à l'ONU a distribué une note exprimant son soutien au mouvement terroriste MAK, indique l'expert en relations internationales Yahia Zoubir.

Dans une analyse publiée lundi sur le site spécialisé The conversation.com, M. Zoubir, relève qu'"avant les accords d'Abraham, les responsables marocains affichaient une hostilité implacable envers l'Algérie et à laquelle le gouvernement algérien n'a pas répondu".

Néanmoins, le seuil de tolérance d'Alger contre cette hostilité a été atteint à la mi-juillet lorsque l'ambassadeur du Maroc à l'ONU a distribué une note exprimant son soutien à l'organisation terroriste (mouvement pour l'autonomie de la Kabylie), fait-il remarquer.

Cela a conduit l'Algérie à rappeler son ambassadeur au Maroc pour des "consultations" et à demander au Maroc une clarification officielle, ce qu'Alger n'a jamais reçu. A compter du 24 août, l'Algérie a décidé alors de rompre les relations diplomatiques avec le Maroc. En effet, selon Yahia Zoubir, cette rupture est "le produit d'une longue histoire de tensions".

Au cours de la dernière décennie, "le Maroc a fait avancer ses intérêts, souvent au détriment de l'Algérie". Ces "actes hostiles" envers l'Algérie sont à l'origine de cette rupture.

En 1994, durant la décennie noire qu'a traversée l'Algérie, les autorités marocaines ont accusé à tort

l'Algérie d'être à l'origine des attentats terroristes de l'hôtel Asni à Marrakech et a imposé, par la suite, des visas aux Algériens. Par réciprocité, l'Algérie a imposé des visas et a fermé ses frontières terrestres avec le Maroc, rappelle-t-il.

Au cours des derniers mois, le professeur de relations internationales à Kedge Business School, relève deux événements qui ont exacerbé les tensions. Le premier était l'agression menée par les forces marocaines, le 13 novembre 2020, contre des Sahraouis qui manifestaient pacifiquement à El-Guerguerat. Ensuite, il y a eu le tweet de l'ex-président des Etats-Unis, Donald Trump, annonçant sa reconnaissance unilatérale de la prétendue souveraineté marocaine au Sahara occidental. L'Algérie a perçu ces deux décisions comme "une menace réelle pour sa sécurité nationale", note l'auteur. L'autre acte hostile a été le scandale d'espionnage révélé par un consortium de médias "Forbidden Stories" et Amnesty International.

Selon les révélations sur l'affaire Pegasus, du nom du logiciel espion commercialisé par la société israélienne NSO, le Maroc a ciblé 6.000 Algériens, dont de hauts responsables. En termes d'impact, M. Zoubir estime que le projet de l'Union du Maghreb, créé en 1989 est devenu depuis 1996 "moribond" en raison des tensions répétées.

La rupture risque aussi, pour lui, d'"entraîner des réalignements géopolitiques." Mais tout dépendra de savoir si le Maroc intensifiera les tensions en utilisant la carte israélienne contre l'Algérie, ou s'il cherchera à réduire les tensions".

MESURES DE LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Réaménagement des horaires de confinement de 22h00 à 5h00 à compter de mardi (Gouvernement)

Le Premier ministre, ministres des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a décidé de réaménager les horaires de confinement partiel à domicile (de 22h00 à 5h00) dans 31 wilayas, à compter de mardi 14 septembre, dans le cadre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), indique lundi un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"En application des instructions de Monsieur le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, ministre des Finances Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (Covid-19), ces mesures visent, au regard de la situation épidémiologique, à réaménager le dispositif actuel de protection et de prévention. Les mesures édictées ci-après sont prévues pour une période de quinze (15) jours et prennent effet à compter du mardi 14 septembre 2021.

1- En matière de confinement partiel à domicile:

La mesure de confinement partiel à domicile est réaménagée et reconduite comme suit:

- La mesure de confinement partiel à domicile de vingt deux (22) heures jusqu'au lendemain à cinq (5) heures du matin est applicable dans les trente et une (31) wilayas suivantes: Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Bejaia, Béchar, Blida, Bouira, Tebessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Annaba, Guelma, Constantine, Mostaganem, M'Sila, Ouargla, Oran, El Bayadh, Boumerdes, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Naâma, Ain Temouchent et Relizane.

- Ne sont pas concernées par la mesure de confinement à domicile les vingt sept (27) wilayas suivantes: Adrar, Chlef, Biskra, Tamenghasset, Tiaret, Djelfa, Médéa, Mascara, Illizi, Bordj Bou Arreridj, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, Tipaza,

Mila, Ain Defla, Ghardaïa, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Beni Abbés, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El Meghaïr et El Menaâ.

Les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

2- En matière d'activités sociales et économiques:

- La levée de la mesure de fermeture, dans les wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, des activités suivantes: des marchés de ventes des véhicules d'occasion, des salles omnisports et les salles de sport, des maisons de jeunes, des centres culturels et les bibliothèques.

- La reconduction de la mesure de renforcement des mesures applicables aux marchés ordinaires et aux marchés hebdomadaires se rapportant au dispositif de contrôle par les services compétents afin de s'assurer du respect des mesures de prévention et de protection et de l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants.

3- En matière de regroupements et rassemblements publics:

- La reconduction de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements.

- La reconduction de la mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur.

Le Gouvernement appelle les citoyens à maintenir le plus haut degré de vigilance devant le risque toujours important de rebond des cas de contamination et les invite à ce titre à poursuivre, de manière rigoureuse, le respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales".